




Banque
européenne
d'investissement

La banque de l'UE 

De nouvelles idées pour le Plan d'investissement pour l'Europe

La BEI modélise
son impact

et

relève le défi des
migrations

Rapport d'activité

2016

L'ACTION AU SERVICE DE L'INCLUSION

ANCE
IQUE  OPITAUZ
PARIS

Des pistes cyclables à Bologne, aménagées par la ville italienne grâce à un prêt de la BEI (plus d'infos à la page 27)

LISEZ ce rapport pour...
DÉCOUVRIR L'ACTION du plus grand prêteur au monde...
...et en **SAVOIR PLUS** sur la **RÉFLEXION**
du premier bailleur de fonds européen à l'appui de l'innovation

Table des matières

Avant-propos du PRÉSIDENT	2
FAITS MARQUANTS de 2016	4
Une BEI qui RÉFLÉCHIT, une BEI qui AGIT Comprendre facilement l'impact de la BEI sur le PIB et l'emploi De nouvelles structures pour de nouveaux défis	6
L'INNOVATION, clé de la compétitivité	12
Mettre les gros moyens pour les PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	18
Les INFRASTRUCTURES au service d'une Europe connectée	26
Action en faveur du CLIMAT et de l'ENVIRONNEMENT pour notre avenir commun	34
Un acteur MONDIAL	40
MICROFINANCE	44
L'origine des fonds	46
Gouvernance	48

Avant-propos du PRÉSIDENT

Le Groupe BEI finance et soutient des projets qui ont des effets considérables et stimulants sur les entreprises et sur la vie des citoyens en Europe. Ces effets se sont intensifiés rapidement ces dernières années grâce aux efforts que nous avons déployés pour utiliser l'argent de manière plus judicieuse, en combinant les financements du Groupe BEI et les conseils de ses experts avec des capitaux privés ainsi que des fonds et des aides de l'UE, en vue de produire un impact maximal sur l'économie.

Nos activités devraient avoir des retombées dans toute l'Europe, la cohésion étant l'un des piliers centraux de notre mission, un engagement auquel nous sommes restés fidèles en 2016. En pourcentage du PIB, les principaux bénéficiaires des opérations du Groupe BEI ont été l'Estonie, Malte, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, la Pologne et la Slovaquie.

Notre objectif est de veiller à ce que la prospérité soit répartie équitablement sur l'ensemble de notre continent et au-delà. Les produits de la BEI font partie intégrante de la panoplie sur laquelle l'UE s'appuie pour concrétiser sa stratégie globale et faire du consensus européen pour le développement une réalité. Nous continuons à relever le défi de favoriser une croissance économique durable dans les pays d'origine des récentes migrations, afin que moins de personnes soient forcées de quitter leur patrie, dans des conditions douloureuses et souvent périlleuses. Parallèlement, notre activité vise à renforcer la résilience économique des pays d'accueil au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et dans les Balkans occidentaux.

En 2016, notre portefeuille de prêts, de garanties et d'investissements a permis de mobiliser un montant remarquable de 280 milliards d'EUR d'investissements au total. Les opérations de la banque de l'UE remédient véritablement aux lacunes du marché en Europe, s'appuyant de plus en plus sur le Plan d'investissement pour l'Europe en vue de soutenir les PME et les entreprises innovantes qui, sans cet appui, n'auraient probablement jamais eu accès aux financements de la BEI.

Partout où nous investissons, nous recherchons l'innovation. Sans innovation, l'UE ne sera pas compétitive. C'est là que le Plan d'investissement pour l'Europe joue un rôle majeur en permettant à la BEI de financer des entreprises innovantes qui, auparavant, n'auraient peut-être pas suscité son intérêt. En finançant la recherche dans le domaine des nouvelles technologies, notre soutien aux entreprises innovantes a le pouvoir de changer des vies. Parfois même d'en sauver !

L'année dernière, la Banque a financé une entreprise familiale de Brême qui conçoit des satellites, ainsi que le premier fonds investissant dans des sociétés fondées par des scientifiques d'universités françaises, deux opérations réalisées avec le soutien du Plan d'investissement pour l'Europe. La BEI a également financé la recherche d'un vaccin contre le virus Zika à Lyon, ainsi que le perfectionnement du Grand collisionneur de hadrons du CERN, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire. Chacun de ces innovateurs s'engage sur une voie différente, mais ils progressent tous vers un avenir dans lequel l'Europe peut rivaliser avec des entreprises du monde entier. Pour 2017, je m'attends à ce que la BEI cible encore davantage ce type d'investissements. L'année 2017 doit être celle de l'innovation à la BEI.

Quand je songe à cet avenir innovant, je suis optimiste pour l'Europe. Le rôle de la Banque est essentiel pour maintenir les citoyens de l'UE sur la voie d'une Europe unie. Les prêts et les garanties que le Groupe BEI accorde, les conseils qu'il fournit et les initiatives qu'il soutient sont la preuve concrète de l'importance de l'UE pour les entreprises et la vie des citoyens en Europe. Les récits de nos projets présentés dans ce rapport illustrent les liens que la banque de l'UE tisse entre les personnes, les entreprises et les économies. Ils renforcent l'unité de notre continent. À l'heure actuelle, il n'y a rien de plus important.

Werner Hoyer

“ Les investissements et les initiatives de la BEI tissent des liens entre les personnes, les entreprises et les économies. Ils renforcent l’unité de notre continent. À l’heure actuelle, il n’y a rien de plus important.



Total des FINANCEMENTS

Groupe BEI

83,8 Mrd^{EUR}

de signatures

13,5 Mrd^{EUR}

pour
l'innovation
et les
compétences

33,7 Mrd^{EUR}

pour les petites
et moyennes
entreprises

19,7 Mrd^{EUR}

pour les
infrastructures

16,9 Mrd^{EUR}

pour
l'environnement

Total des
investissements
soutenus

280 Mrd^{EUR}

FAITS MARQUANTS de 2016

Des femmes préparent des desserts traditionnels chypriotes à base de fruits dans un petit atelier au cœur du massif du Troodos, grâce à l'appui de la BEI (plus d'infos à la page 19)

Le Plan d'investissement pour l'Europe en 2016



30,2 Mrd EUR de financements approuvés



Total des investissements mobilisés : **163,9** Mrd EUR



52 % de l'objectif de **315** Mrd EUR atteints

Comprendre facilement l'impact de la BEI sur le PIB et l'emploi

Un modèle économique élaboré donne une indication simple de l'impact considérable des investissements de la BEI et ouvre la voie à l'évaluation de l'effet du Plan d'investissement pour l'Europe.

Cette histoire d'impact économique a commencé par un choc particulièrement brutal. Quatre ans après le krach financier de 2008, le produit intérieur brut de l'UE demeurait inférieur à son niveau d'avant la crise, les investissements fixes avaient chuté de 15 % et le chômage de longue durée était en hausse. Les États membres de l'UE avaient alors demandé à la Banque européenne d'investissement de renforcer son activité de prêt afin de stimuler l'emploi et la croissance, en lui accordant une augmentation de capital de 10 milliards d'EUR.

Les économistes de la Banque ont présenté ces données relatives à l'incidence de la BEI en 2016. À présent, ils s'emploient à perfectionner le modèle pour évaluer l'impact du Fonds européen pour les investissements stratégiques relevant du Plan d'investissement pour l'Europe.

Mise à l'essai

L'évaluation de l'impact de la période 2013-2015 liée à l'augmentation du capital fournit de nombreuses pistes quant à la méthodologie que l'on pourrait appliquer pour analyser les répercussions de la garantie budgétaire de l'UE et la possible ampleur des avantages associés aux investissements supplémentaires. Ces facteurs sont d'autant plus importants que le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a annoncé son intention de doubler la durée et la capacité financière du Plan d'investissement pour l'Europe.

Les économistes de la BEI ont travaillé avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne, établi à Séville, pour calculer l'impact de la Banque au cours de la période liée à l'augmentation du capital. Ils ont utilisé un modèle économique élaboré en 2010 pour évaluer l'impact des Fonds structurels de l'UE, des outils financiers conçus pour réduire les disparités entre les économies de différentes régions en Europe. Le modèle, appelé Rhomolo, servait à déterminer si les financements publics de plus en plus limités étaient utilisés de manière efficace, ce qui en faisait un outil bien adapté aux objectifs de la BEI.

« Il s'agit d'un modèle solide et nous avons essayé de l'utiliser de manière prudente », explique Georg Weiers, un économiste de la BEI qui participe à l'évaluation.

L'un des atouts du modèle Rhomolo est qu'il rend compte :

- de l'impact à court terme sur l'activité économique ;
- de la manière dont l'investissement améliore la productivité et, partant, la croissance à plus long terme.

Par exemple, le financement par la BEI de la construction d'une route entraîne un accroissement de l'activité économique pendant les travaux. Une fois la construction achevée, le financement de la BEI continue à porter ses

“ Cette analyse approfondie nous donne une idée précise des répercussions de l'action de la Banque.
 Debora Revoltella, économiste en chef de la BEI

En avril 2015, la BEI avait utilisé cette augmentation de capital pour atteindre son objectif de 60 milliards d'EUR de prêts supplémentaires. Or, une fois ces investissements effectués, la Banque a dû évaluer l'efficacité de son action. Il s'agissait de tenir compte de l'interaction complexe entre ces opérations spécifiques de la BEI et ses autres activités en faveur de l'économie.

Les économistes de la BEI ont utilisé un modèle économique éprouvé pour évaluer l'incidence future de toutes les opérations menées par la Banque durant la période de l'augmentation du capital. Ils ont constaté que l'activité de prêt de la Banque était susceptible d'avoir un effet considérable sur l'économie européenne, avec la création de 830 000 emplois supplémentaires d'ici à 2017 et de 1,4 million d'emplois à l'horizon 2030. « Le modèle a été conçu pour cerner les incidences à long terme, de même que les effets à court terme », explique Debora Revoltella, directrice du département Analyses économiques de la BEI. « Il s'agit là d'un critère important pour évaluer l'impact final sur l'économie réelle. »

Une BEI qui **RÉFLÉCHIT**

OPÉRATIONS DE LA BEI

(janvier 2013 - mars 2015)

Investissements soutenus par
les opérations de la BEI

342 Mrd EUR

fruits, parce que la route en question permet de réduire les temps de déplacement et les coûts de transport, stimulant ainsi la productivité, la croissance et la création d'emplois. Pour évaluer avec exactitude l'impact du prêt de la BEI, ces deux facteurs doivent être mesurés.

IMPACT À LONG TERME

(d'ici à 2030)

1,1 % de PIB supplémentaire

1 400 000

emplois supplémentaires

Impact de l'action de la BEI : les données

Le modèle a permis aux économistes de la BEI de calculer l'impact à court et à long terme des activités de la Banque pendant la période d'augmentation du capital allant de janvier 2013 à mars 2015.

Au cours de cette période, les activités ordinaires de la BEI et celles découlant de l'augmentation du capital ont débouché sur la signature de 1 024 contrats portant sur 812 opérations dans toute l'UE, pour un montant total de 142 milliards d'EUR. Cela a contribué à financer au total 372 milliards d'EUR d'investissements.

Le modèle a fait ressortir les résultats suivants à court terme (à l'horizon 2017) :

- 0,8 % de PIB supplémentaire
- 830 000 emplois supplémentaires

Le modèle fait apparaître les projections suivantes concernant l'impact à long terme (à l'horizon 2030) :

- 1,1 % de PIB supplémentaire
- 1,4 million d'emplois supplémentaires

IMPACT À COURT TERME

(d'ici à 2017)

0,8 % de PIB supplémentaire

830 000

emplois supplémentaires

Impact de la BEI et Plan d'investissement

Il est important que la BEI évalue l'impact de ses opérations afin de s'assurer que ses fonds produisent les effets escomptés sur la vie des citoyens européens. La banque de l'UE n'est bien entendu pas la seule institution à analyser les répercussions de ses investissements. Trois grandes organisations ont déjà publié des rapports d'évaluation portant sur l'incidence des prêts accordés avec la garantie du budget de l'UE au titre du Plan d'investissement :

- Selon les estimations de la Commission européenne, les opérations de la BEI soutenues par le Plan d'investissement pour l'Europe permettront d'accroître le PIB de l'UE de 410 milliards d'EUR, avec à la clé la création de 1,3 million d'emplois.
- Oxford Analytica, un cabinet d'analyse économique, évalue l'impact sur le PIB à 1,4 %.
- L'Organisation internationale du travail table sur la création de 1,8 million d'emplois grâce au Plan d'investissement.

Les économistes de la BEI s'emploient à adapter et à perfectionner le modèle afin d'évaluer l'impact des opérations de la Banque relevant du Plan d'investissement pour l'Europe et de produire des chiffres reflétant les effets sur l'économie qui tiennent compte de l'ensemble de l'activité de prêt de la BEI. « Il s'agit d'un modèle complexe, parce qu'il est très élaboré. Il ne se contente pas d'évaluer l'effet direct sur l'économie, mais donne des estimations de l'impact global », fait remarquer Debora Revoltella. « Mais les résultats de cette analyse approfondie nous donnent une idée précise des répercussions de l'action de la Banque. »

Film solaire ultra-mince sur la chaîne de production d'Heliatek. Il pèse 500 g le mètre carré et fait moins d'un millimètre d'épaisseur

De nouvelles structures pour de nouveaux défis

Les investissements en quasi-fonds propres sont un outil important dans l'action menée par la BEI aux fins du Plan d'investissement pour l'Europe.

“ Nous commençons à traiter des petits projets présentant un risque relativement élevé et qui sont particulièrement innovants.

Adrian Kamenitzer, directeur du département Fonds propres, nouveaux produits et transactions spéciales de la BEI

Une BEI qui **AGIT**

Premier casse-tête : les entreprises veulent réduire leur empreinte carbone et aspirent donc à produire leur propre énergie renouvelable. Mais l'espace est restreint dans les quartiers d'affaires des grandes villes : impossible d'installer un parc éolien à l'extérieur de la gare de Liverpool Street ou un parc solaire à La Défense.

La solution : une entreprise issue de l'université technique de Dresde, Heliatek, a conçu un film destiné à couvrir les façades verticales des bâtiments afin de produire de l'électricité en transformant la lumière en énergie.

Deuxième casse-tête : comment le financer. La solution : un investissement en quasi-fonds propres de 20 millions d'EUR de la BEI.

Cela n'est pas aussi évident qu'il y paraît. Les experts financiers de la BEI ont réfléchi pendant plusieurs années à la structure à adopter pour fournir des fonds à de nouvelles entreprises innovantes, l'idée étant que ces dernières n'aient pas à se concentrer davantage sur le remboursement de leurs dettes que sur l'expansion de leur activité.

Les quasi-fonds propres font partie de la panoplie d'instruments de la BEI depuis quelques années, mais ils n'étaient jusqu'ici que peu utilisés. Avec l'arrivée du Plan d'investissement pour l'Europe, ils sont devenus un élément central de l'action engagée par la Banque pour renforcer les investissements à plus haut risque dans des entreprises qui auparavant n'auraient pas été admissibles à un financement BEI. « Nous commençons à traiter des petits projets présentant un risque relativement élevé et qui sont particulièrement innovants », affirme Adrian Kamenitzer, directeur du département Fonds propres, nouveaux produits et transactions spéciales de la BEI. « Cela signifie que la BEI doit évoluer pour s'adapter à ces nouveaux types d'opérations, afin que tout leur potentiel soit valorisé. »

La garantie du budget de l'UE, gérée par la BEI au titre du Plan d'investissement pour l'Europe, a été mise en

place pour soutenir l'activité de financement à l'appui des entreprises innovantes, à l'heure où les banques commerciales tendent à considérer que ces entreprises représentent un trop grand risque parce qu'elles n'ont pas fait leurs preuves. Or il est important pour l'Europe que de nouvelles idées puissent se développer. Ce domaine est certes nouveau pour la BEI, mais il s'inscrit dans le droit fil de la mission qu'elle a toujours exercée, à savoir combler les lacunes du marché.

Les opérations à risque comparativement élevé relèvent des « activités spéciales » dans l'organisation de la BEI. La Banque entend renforcer les activités spéciales en 2017, dans le cadre de la rationalisation des procédures qui sous-tendent les opérations d'apports de quasi-fonds propres ainsi que d'autres nouveaux outils. La division Capital de croissance et financement de l'innovation de la BEI comptabilise d'ores et déjà un millier de demandes de financement de la part d'entreprises innovantes et prévoit d'engager 1 milliard d'EUR dans des opérations de ce type d'ici mi-2018.

« Le contexte est très positif », affirme Hristo Stoykov, qui est à la tête de cette division. « Nous travaillons avec de nouveaux clients qui, auparavant, n'auraient pas obtenu de prêt de la BEI. Nous travaillons avec des entreprises innovantes. Et les instruments de quasi-fonds propres y sont pour beaucoup. »

Les instruments de quasi-fonds propres sont un produit de la BEI sans équivalent sur le marché. Ils visent à combler les lacunes du marché qui touchent près de 2 500 entreprises européennes de taille moyenne, avec des besoins de financement compris entre 10 millions et 17 millions d'EUR. Voici comment cela fonctionne :

Première option, la BEI accorde un prêt à long terme à une entreprise innovante. Dans ce cas, le remboursement régulier du prêt viderait les coffres de l'entreprise au moment même où elle devrait investir dans la recherche-développement. Une autre option, l'investissement en fonds propres, aurait un effet de dilution sur ceux qui ont pris le risque de financer cette entreprise

durant les premières années de son développement. Au contraire de ces deux options, le recours à des quasi-fonds propres permet de mettre à disposition du capital-risque sans effet de dilution, l'apport étant rémunéré sur la base des résultats de l'entreprise, tout comme l'est un investissement en fonds propres.

La mise au point de ce produit a pris du temps. Hristo Stoykov et ses collègues de la BEI ont dû établir de nouveaux documents et contrats et faire évoluer les relations entre différentes directions au sein de la Banque. Les instances dirigeantes de la Banque ont approuvé une stratégie « fonds propres » entièrement nouvelle pour les opérations effectuées au titre du Plan d'investissement pour l'Europe. Certaines des premières opérations d'apports de quasi-fonds propres donnent un aperçu du profil des entreprises ayant besoin de ce type de financement :

- **Archos** – Cette société d'électronique française a obtenu 12 millions d'EUR pour développer un réseau pour l'« internet des objets »
- **Canatu** – Une opération de 12 millions d'EUR pour financer le développement d'écrans souples par cette entreprise finlandaise
- **Ultimaker** – 15 millions d'EUR pour les activités de R-D d'un fabricant néerlandais d'imprimantes 3D

Jusqu'ici, la plupart des opérations d'apports de quasi-fonds propres étaient effectuées dans le cadre de programmes de la BEI comme InnovFin – Financement de la croissance des ETI. De plus en plus, les instruments de quasi-fonds propres vont devenir un élément important dans les opérations relevant du Plan d'investissement pour l'Europe, ce qui permettra également à la Banque d'augmenter la taille de ses investissements, grâce à la garantie budgétaire de l'UE.

La première opération d'apport de quasi-fonds propres au titre du Plan d'investissement a cependant été réalisée en 2016, dans une région d'Europe où la BEI joue un rôle de premier plan : la Grèce. Elle ne concernait ni la connexion d'un réfrigérateur à l'internet, ni la conception d'un écran susceptible d'être intégré dans la manche et adapté à votre bras, mais la préparation de saucisses.

Creta Farms, l'une des plus grandes entreprises de charcuterie en Grèce, consacre cinq fois plus de temps que

ses concurrents à innover pour rendre les produits carnés meilleurs pour la santé et a déposé 20 brevets au cours des cinq dernières années. L'inventivité de l'entreprise se concentre sur une technologie exclusive complexe qui consiste à retirer les graisses animales saturées de la viande pour injecter, à leur place, de l'huile d'olive extra vierge, riche en graisses insaturées. Cette méthode, qui permet de faire baisser le « mauvais » cholestérol, donne une viande plus saine, mais tout aussi savoureuse.

« En mangeant cette viande, on se régale sans trop culpabiliser », explique Konstantinos Frouzis, directeur général de la société implantée à Réthymnon, en Crète. « C'est de la gourmandise saine. »

L'apport de 15 millions d'EUR de quasi-fonds propres à Creta Farms permettra à l'entreprise de financer la poursuite de son expansion à l'international ainsi que ses travaux de R-D en vue de l'introduction de sa technique d'apport d'huile d'olive sur le marché mondial des aliments à grignoter.

« Les investisseurs sont très dubitatifs face à la Grèce en ce moment, mais cette opération montre que les entreprises grecques peuvent être créées sur des bases très solides », affirme Konstantinos.

Creta Farms représente l'une de 23 opérations d'apports de quasi-fonds propres menées à bien en 2016. Hristo Stoykov prévoit 40 opérations de ce type en 2017. La garantie du budget de l'UE octroyée au titre du Plan d'investissement permettra à son équipe de porter la taille des opérations à 50 millions d'EUR, ce qui est suffisant pour pouvoir également soutenir la R-D dans des entreprises plus grandes.

Dans le cadre du Plan d'investissement pour l'Europe, les fonds de la BEI et la garantie du budget de l'UE sont utilisés dans des opérations qui, sans un tel appui, n'auraient pas été financées. Le niveau relativement élevé du risque lié aux entreprises innovantes et la rémunération de ces nouvelles opérations, qui est similaire à celle des fonds propres, donnent une réponse claire à cette question d'« additionnalité ». Hristo Stoykov fait remarquer que, bien entendu, cela signifie que certains prêts en quasi-fonds propres ne seront pas rentables. « Si nous n'avions sélectionné que des gagnants, tout le monde aurait misé sur eux », affirme-t-il. « D'un point de vue stratégique, ce sont de bons investissements. C'est pourquoi le jeu en vaut la chandelle. »



Une BEI qui **AGIT**



Des ouvriers emballent la viande à l'huile d'olive dans l'usine de Creta Farms à Réthymnon, en Crète

L'INNOVATION, clé de la compétitivité

Une presse de Heidelberger Druckmaschinen en service dans l'usine de la société à Heidelberg



13,5 Mrd ^{EUR}

pour l'innovation et les compétences

- ▶ 659 Mio EUR de prêts à des sociétés de logiciels, contre 102 Mio EUR en 2015
- ▶ 11 millions de connexions numériques nouvelles ou améliorées à très haut débit
- ▶ 890 000 étudiants bénéficient d'installations plus modernes
- ▶ Dont 770 000 au sein de l'UE



Une forte impression au petit-déjeuner

Heidelberger Druckmaschinen représente l'Europe dans la course visant à rendre l'impression numérique plus rapide et plus efficace et à trouver des moyens innovants d'automatiser les processus industriels.

La boutique mymuesli est implantée au centre d'Heidelberg, dans la pittoresque Hauptstrasse, en lisière de la vieille ville et face à la plus ancienne université d'Allemagne, sur l'autre rive du Neckar. Mais elle se trouve surtout en première ligne de l'innovation industrielle, dessinant l'avenir de l'impression numérique.

Au fond de la boutique claire et spacieuse, derrière les rayons de tubes de céréales et de baies bio au logo rose et jaune, trône une machine noire carénée de verre, plus haute qu'un homme et aussi large qu'un distributeur de boissons. Choisissez un tube de muesli. Un vendeur en tee-shirt rose le glisse ensuite dans la machine. Saisissez votre message personnalisé sur l'écran tactile, puis téléchargez une photo, un cliché de vos enfants par exemple. La machine fait tourner le tube sous un rayon violet qui est en réalité une technique innovante d'impression au jet d'encre. Quelques secondes plus tard, le vendeur vous tend votre boîte de muesli personnalisée, sur laquelle la photo et le message ont été imprimés directement.

Le message pourrait être : La compétitivité de l'Europe sur le marché de l'imprimerie numérique passe par Heidelberger Druckmaschinen AG. C'est en effet cette entreprise qui a fabriqué la presse noire aux lignes épurées installée dans la boutique mymuesli. Ce fabricant de presses d'imprimerie repousse également les limites de l'automatisation des processus industriels – un élément clé pour l'avenir économique de l'Europe au seuil de ce que certains appellent la quatrième révolution industrielle, dans laquelle ce seront de plus en plus les

machines, et non les hommes, qui prendront les décisions opérationnelles.

« C'est l'ère de l'industrie 4.0. Heidelberger engage des changements spectaculaires là où elle fait le pari que l'avenir réside », explique Jason Oliver, responsable du département Technologies numériques de Heidelberger. « L'entreprise mise son avenir sur le numérique. »

Il s'agit d'un pari avisé, dans lequel Heidelberger se dessine une nouvelle trajectoire, après plusieurs années difficiles dues au déclin du marché des presses et à la récession économique déclenchée par la crise financière de 2008. L'entreprise est un leader mondial de l'impression offset classique, dans laquelle l'encre est appliquée sur un emballage au moyen d'une plaque ou d'un cylindre. Mais elle cherche à asseoir sa présence dans le secteur du numérique en pleine expansion. La technique de la presse numérique n'impose pas de disposer d'une plaque fixe pour appliquer l'encre et il est donc plus facile de manipuler l'image et de la retoucher sur un écran d'ordinateur.

Cependant, à grande échelle, l'impression numérique est plus onéreuse et plus lente que la technologie offset. Distancer la concurrence pour réduire les coûts et augmenter la vitesse des presses numériques : voilà l'un des défis que doit relever la société Heidelberger.

Le souhait de passer de l'offset au numérique a poussé l'entreprise à solliciter un prêt auprès de la BEI pour financer ses activités de recherche-développement. En mars 2016, la banque de l'UE a signé avec Heidelberger



Manfred Seifert,
spécialiste des produits
chez Heidelberg, tient
un ballon décoré avec la
presse de l'entreprise

“ C'est l'ère de l'industrie 4.0.

**Jason Oliver, responsable du
département Technologies
numériques de Heidelberg
Druckmaschinen**

un accord de prêt de 100 millions d'EUR soutenu par le Plan d'investissement pour l'Europe. « Pour stabiliser cette entreprise, il faut l'aider à s'adapter à l'évolution des besoins de ses clients », affirme Franz Derler, chargé de prêt à la BEI, qui a traité ce dossier. « C'est pour cela que les investissements en R-D sont importants. »

La garantie du budget de l'UE prévue au titre du Plan d'investissement pour l'Europe a pour vocation de soutenir l'innovation technologique au sein des entreprises européennes, mission qui sous-tend le prêt consenti à Heidelberg. Une étude réalisée par des économistes de la BEI, publiée en février 2016, montre que l'Europe doit dépenser 130 milliards d'EUR supplémentaires par an pour atteindre l'objectif européen de consacrer 3 % du PIB à la recherche-développement, ce qui rapprocherait notre continent des taux d'investissement en R-D d'autres économies de premier plan. Pour tenir la cadence en matière de technologies de fabrication avancées, l'Europe devra dépenser 90 milliards d'EUR.

Heidelberg n'abandonne pas pour autant son cœur de métier traditionnel, l'impression offset classique. Car après tout, l'essentiel du marché annuel de l'imprimerie (400 milliards d'EUR) repose encore sur la technologie offset. Le fabricant ne fait pas non plus cavalier seul et a noué des partenariats de développement avec Ricoh et Fujifilm, deux sociétés implantées au Japon, le pays numéro un mondial de l'imprimerie numérique.

Cela dit, l'entreprise ne se cantonne pas à la fabrication de machines d'imprimerie. Par nécessité, elle est également devenue un éditeur de logiciels et emploie des ingénieurs à élaborer des programmes pour faire fonctionner ces machines. « Nous voulons offrir à nos clients la possibilité de décider s'il est plus économique, pour eux, de recourir à l'offset ou au numérique », explique Jason Oliver. « In fine, nous voulons créer un système capable de décider seul de l'option à adopter. »

À l'avenir, les programmes développés par les informaticiens de Heidelberg permettront d'adapter la fabrication, à la façon des tubes de muesli personnalisés que l'on achète dans la vieille ville de Heidelberg.



De la chaleur et de l'électricité avec moins de CO₂

La centrale prévue à Kiel continuera à chauffer même lorsque les lumières seront éteintes et permettra de réduire les émissions de dioxyde de carbone de 70 %.

Lorsque vous conduisez votre voiture en hiver, la chaleur dégagée par le moteur est utilisée pour chauffer l'habitacle. Si vous coupez le moteur, le froid vous gagne rapidement. Pour rester au chaud, vous devez laisser tourner le moteur même si vous êtes garé sur le bord de la route.

Maintenant, imaginez que votre voiture est une immense centrale. Des moteurs à gaz produisent de l'électricité et, ce faisant, de la chaleur. Dans la plupart des centrales, cette chaleur s'échappe par des cheminées. Les centrales de cogénération de chaleur et d'électricité utilisent le surplus de chaleur pour chauffer, tout comme votre voiture. Elles chauffent de l'eau qui est ensuite injectée dans les radiateurs des consommateurs, au bureau comme à la maison.

Mais que se passe-t-il lorsque la demande d'électricité est faible et que, dans le même temps, la demande de chaleur est élevée ? Par exemple, au milieu d'une nuit d'hiver, lorsque les lumières sont éteintes et que les radiateurs sont ouverts. Les centrales de cogénération pourraient peut-être devoir produire de l'électricité dont on n'a pas

besoin, simplement pour continuer à chauffer. Sauf, naturellement, si une société de services énergétiques imagine une façon innovante de fournir de la chaleur lorsque le consommateur en a besoin, tout en ne produisant de l'électricité qu'en cas de nécessité. C'est ce qu'a entrepris Stadtwerke Kiel avec une nouvelle centrale de cogénération dont la mise en route est prévue pour 2018.


Lorsque les moteurs de la centrale seront coupés, le surplus de chaleur produit sera stocké sous forme d'eau chaude dans un réservoir de 60 m de hauteur, d'où elle pourra être siphonnée pour tenir les habitants au chaud. Résultat : de l'électricité pour 250 000 foyers et de la chaleur pour 70 500 clients. En outre, la nouvelle centrale émettra 70 % de CO₂ de moins que la centrale au charbon qu'elle remplace. « C'est un projet très innovant, à la pointe du progrès », affirme Branko Cepuran, chargé de prêts à la BEI, qui a traité ce dossier. Signée avec Stadtwerke Kiel en septembre, cette opération de 105 millions d'EUR a bénéficié d'une garantie du budget de l'UE au titre du Plan d'investissement pour l'Europe. « Il est capital que la Banque soutienne ce type d'innovation dans l'industrie européenne. »



Des microbes pour sauver des bébés

Face à la propagation explosive du virus Zika sur le continent américain et aux risques qu'il présente pour les bébés de femmes infectées pendant leur grossesse, le vaccin contre cette maladie est devenu une priorité majeure de santé publique. Le défi : veiller à ce que le vaccin, qui contient généralement un agent semblable à la maladie grave qu'il doit combattre, ne lèse pas lui-même le fœtus. L'entreprise lyonnaise Valneva entend élaborer un « vaccin inactivé et purifié ». Les vaccins inactivés utilisent un agent

infectieux, comme un virus ou une bactérie, qui a été tué par un traitement chimique, par la chaleur ou par des radiations. Ils stimulent toutefois le système immunitaire pour protéger l'organisme contre la maladie. Même si l'agent pathogène présent dans le vaccin traverse le placenta, il n'infecte pas le fœtus car il a été inactivé. À ce stade, le candidat vaccin de l'entreprise « a démontré une très grande pureté », selon Franck Grimaud, directeur général de Valneva. Pour soutenir les travaux de Valneva, la BEI lui a accordé un prêt de 25 millions d'EUR en juin 2016, lequel servira également à appuyer la recherche et le développement d'un vaccin contre la maladie de Lyme.



Rauno Koivusaari
sur l'eau

Vingt mille watts sous les mers

Miser gros sur l'avenir des jeunes

La Banque a engagé 3,7 milliards d'EUR en faveur de 46 projets relatifs à l'éducation dans 28 pays, dont :

- un prêt de 100 millions d'EUR au University College Cork, dont 27 millions d'EUR sont réservés à la première phase du parc des sciences et de l'innovation de Cork. Les projets liés à la santé et à l'innovation recevront 37 millions d'EUR pour les infrastructures. Un investissement de 200 millions d'EUR permettra de soutenir 71 écoles irlandaises, au profit de 44 000 élèves, le plus grand prêt BEI jamais accordé à des écoles en Irlande ;
- un prêt de 100 millions de GBP à l'université de Newcastle, qui comprend 58 millions de GBP pour l'école d'urbanisme et 40 millions de GBP pour le centre national pour la science du vieillissement et l'innovation. La BEI soutiendra aussi la construction de sept nouveaux établissements secondaires qui profiteront à plus de 8 500 élèves du Yorkshire ;
- outre les 940 millions d'EUR alloués en 2015, la BEI financera 530 millions d'EUR à l'appui d'un investissement des autorités italiennes qui bénéficiera à plus de 500 000 élèves et portera sur l'efficacité énergétique, la modernisation d'infrastructures et la sécurité (protection antisismique comprise). Dans l'une des meilleures universités d'Italie, La Sapienza à Rome, les projets financés par la BEI porteront sur de nouvelles bibliothèques et sur la rénovation d'un bâtiment administratif et du campus d'architecture.

Au large des côtes du Portugal, la jeune entreprise finlandaise AW-Energy transforme les vagues en électricité.

Pour le plongeur professionnel Rauno Koivusaari, ce fut une révélation. En 1993, le Finlandais effectuait une expédition de plongée sur le site d'une épave au large de la péninsule de Porkkala dans le golfe de Finlande. C'est là qu'il a réalisé que le puissant mouvement des vagues pouvait être exploité pour produire de l'électricité. Aujourd'hui, le convertisseur d'énergie WaveRoller, mis au point par son entreprise AW-Energy, a démontré son efficacité lors d'une période d'essai de deux ans à Peniche au Portugal. « Il a fallu du temps pour arriver là où nous en sommes aujourd'hui », explique-t-il. « Mais je suis heureux d'avoir exploité cette idée en premier lieu. »

Le WaveRoller est installé près des côtes, à une profondeur de 12 à 14 mètres, là où il peut utiliser au mieux l'effet de houle tout en échappant aux plus violentes tempêtes. AW-Energy estime qu'un WaveRoller de 350 kW pourrait subvenir aux besoins en électricité de 440 foyers à Peniche. Avec la mise en œuvre de projets dans des zones



littorales à fort potentiel au Portugal, en France, en Irlande et au Chili, AW-Energy entend vendre plus de 50 WaveRollers au cours des quatre prochaines années. La BEI lui a octroyé un prêt de 10 millions d'EUR en juillet pour soutenir la production de la première version commerciale du dispositif et accélérer le déploiement de cette nouvelle technologie.

Une source d'énergie propre encore inexploitée

Le WaveRoller est constitué d'un panneau d'acier de 18 x 10 m articulé et fixé à une base ancrée au fond marin. Le panneau oscille d'avant en arrière au rythme des vagues et actionne un système de prise de force hydraulique. Ce système alimente un générateur électrique. L'électricité est ensuite acheminée au réseau de distribution par un câble sous-marin.

Bien que le potentiel de l'énergie houlomotrice soit reconnu depuis longtemps, les dangers liés aux mers fortes ont freiné le développement du secteur. Les technologies étaient coûteuses et fragiles et les financements difficiles à trouver. « Avant l'intervention de la BEI, il n'y avait eu aucun financement bancaire », explique Mikael Martikainen, responsable de la communication chez AW.

« On peut dire que les énergies éolienne et solaire avaient 10 à 20 ans d'avance sur l'énergie houlomotrice. »

Les experts estiment que l'énergie des vagues représente la plus importante source inexploitée d'énergie renouvelable propre à l'échelle mondiale, avec un potentiel supérieur à la capacité totale de l'ensemble des centrales à combustible fossile installées en Europe. « L'énergie houlomotrice pourrait subvenir au minimum à un dixième des besoins mondiaux en énergie », explique Mikael Martikainen. Parce qu'elles sont prévisibles, les vagues constitueraient un précieux complément aux autres sources d'énergie renouvelable.

L'entretien du WaveRoller est relativement simple. L'appareil est doté de grands ballasts que l'on remplit d'air pour le faire flotter jusqu'au lieu de son utilisation. Ces réservoirs sont ensuite remplis d'eau pour immerger l'appareil. Bien que le convertisseur d'énergie demeure complètement immergé en période de fonctionnement normal, il peut être aisément renvoyé à la surface pour son entretien en vidant les ballasts, ce qui permet d'éviter des opérations de plongée complexes, coûteuses et potentiellement dangereuses. Et cela ne peut que réjouir davantage le plongeur inventeur du WaveRoller.

Silence, moteur, Plan d'investissement !

Le groupe de médias suédois à l'origine des séries télévisées « Beck » et « Wallander » souhaite renforcer sa présence numérique.

Imaginez un ancien skieur de fond qui se bat contre un lutteur olympique médaillé, qui joue au tennis avec un ex-vainqueur de tournois du Grand Chelem ou au hockey sur glace avec un champion de la Stanley Cup.

Que diriez-vous d'une comédie mettant en scène un fervent pasteur affecté à une petite congrégation provinciale vieillissante ? Ce type d'émissions a-t-il tout pour plaire ? Pour Bonnier, cela n'a pas fait l'ombre d'un doute. En 2016, ces émissions télévisées figuraient parmi les plus prisées en Suède sur les chaînes de télévision appartenant à Bonnier. En dépit du succès d'entreprises de médias internationales telles qu'Amazon et Netflix, les contenus locaux continuent à avoir la cote, à condition qu'ils soient facilement disponibles sur les périphériques numériques. « Étant donné qu'une proportion croissante de la population parle anglais, la langue ne constitue pas véritablement une barrière dans les pays scandinaves lorsqu'il s'agit de regarder des contenus internationaux », explique Anders Bohlin, conseiller économique adjoint de la division Économie numérique à la BEI. « Il n'empêche que les spectateurs ne se contentent pas d'admirer des stars hollywoodiennes : ils veulent aussi voir des talents et des décors locaux. » C'est pourquoi Bonnier a contracté un prêt BEI de 100 millions d'EUR assorti de la garantie budgétaire de l'UE au titre du Plan d'investissement pour l'Europe pour mettre au point des plateformes numériques modernes et créer des contenus scandinaves. « Notre activité repose sur le journalisme, les connaissances et la narration d'histoires intéressantes », explique Carl-Johan Bonnier, le président de la société. « Et nous continuerons sur cette voie. Mais c'est de plus en plus sur des plateformes mobiles que les consommateurs accéderont à nos contenus. »

Georgia et Niki Kafkalia
dans leur atelier de
fumage de viande dans
le village d'Agros

Mettre les gros moyens pour les PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ENTERPRISES

33,7 Mrd ^{EUR}

pour les petites et moyennes entreprises

- ▶ 9,45 Mrd EUR apportés par le Fonds européen d'investissement
- ▶ 300 000 PME et ETI soutenues
- ▶ 4,4 millions d'emplois préservés dans les PME et les ETI



Le petit village et la grande banque

Agros reçoit un appui vital
pour les entreprises familiales
touchées par la crise bancaire
qui a frappé Chypre.

Le massif du Troodos, point culminant de Chypre, abrite le petit village d'Agros dans un amphithéâtre naturel planté de vignes et de rosiers. Mais les montagnes escarpées n'ont pas suffi à protéger son millier d'habitants de la crise financière qui a frappé l'île.

De 2011 à 2013, la crise a été particulièrement dure pour les petites entreprises. Depuis lors, la Banque européenne d'investissement a nettement renforcé ses activités de prêt à Chypre, au profit notamment des petites entreprises d'Agros. « Sans ces prêts, la situation serait vraiment compliquée pour nous », affirme Georgia Kafkalia, qui dirige un atelier de fumage de viande dans le village avec ses parents et sa sœur.

Les prêts de la BEI à Chypre sont principalement octroyés par l'intermédiaire de banques et de sociétés de crédit locales qui sont en contact étroit avec les petits entrepreneurs comme la famille Kafkalia. Avec les prêts accordés aux petites entreprises, le soutien de la BEI à Chypre a atteint 15 % du PIB de l'île. « Les taux d'intérêt élevés appliqués par les banques locales constituaient un gros problème pour les petites entreprises », explique

“ La crise financière a été une période difficile.
Mais si vous avez un endroit où travailler, la vie vous
redonnera ce dont vous avez besoin.

Niki Agathocleous, propriétaire de Nikis Sweets, à Agros



Niki Agathocleous
prépare des desserts
traditionnels de Chypre
dans son atelier d'Agros

Nicos Yiambides, chargé de prêts de la BEI pour les opérations à Chypre. « Nous pouvons proposer des financements aux entreprises avec des taux moins élevés et des durées plus longues et cela a un effet très positif. »

Des modalités plus avantageuses pour les PME chypriotes

Les petites entreprises sont vitales pour la santé économique d'un pays, quel qu'il soit. Dans un petit village comme Agros, leur réussite est encore plus cruciale. Pourtant, dès lors qu'une entreprise souhaite se développer ou moderniser ses équipements, l'accès au financement est compliqué. La famille Kafkalia avait besoin de 80 000 EUR pour acheter de nouvelles machines pour le local de fumage des saucisses, ainsi que de nouveaux équipements et logiciels informatiques pour la comptabilité et la facturation. Même si l'entreprise entretient des relations avec ses clients depuis plus de 40 ans, « il faut continuer à investir pour se maintenir en activité », affirme Georgia Kafkalia.

Même les entreprises qui ont prospéré pendant la crise financière ont pâti de la hausse des taux d'intérêt qui a suivi. Costas Tsiakkas a fondé son exploitation vinicole avec sa femme il y a 28 ans. Il emploie aujourd'hui 11 personnes. Ses ventes ont augmenté l'année qui a suivi l'éclatement de la crise financière. Mais lorsqu'il a eu besoin d'investir pour rénover certaines de ses parcelles et ses systèmes d'irrigation, les banques locales appliquaient un taux d'intérêt de 9 %.



Costas Tsiakkas a sollicité la Troodos Cooperative Society pour un prêt de 100 000 EUR de Cooperative Central Bank à Nicosie. Le prêt a été financé par la BEI à un taux de 2,6 %. « Ce prêt m'a ouvert les yeux : il est bel et bien possible de trouver des taux inférieurs », explique Costas Tsiakkas. « Depuis toujours, les taux élevés étaient notre principal problème. »

Avec une production actuelle de 160 000 bouteilles par an, la réussite de Costas Tsiakkas est essentielle pour l'économie locale, car il achète la plupart de ses raisins à des viticulteurs voisins. C'est également crucial pour l'avenir de sa famille. Deux de ses fils sont actuellement en formation dans la viticulture et l'agriculture et Costas Tsiakkas espère que les deux autres intégreront également l'entreprise familiale.

Cooperative Central Bank joue le rôle d'intermédiaire entre la BEI et les banques coopératives chypriotes pour les prêts dont le montant est compris entre 10 000 EUR et 100 000 EUR. L'ensemble des 18 coopératives locales ont octroyé aux PME chypriotes des prêts financés par la BEI. « L'impact de ces prêts est majeur », explique Kostantinos Vrachimis, directeur du développement des produits de détail chez Cooperative Central Bank. « Agros est un village très isolé. Nous avons affaire à des entreprises familiales qui emploient des personnes des environs et de nombreuses autres entreprises dépendent d'elles car elles les fournissent en viande ou en fruits, par exemple. »

Kostantinos Vrachimis a grandi dans un village agricole et ressent un certain attachement pour les petites

entreprises d'Agros et d'autres hameaux ruraux. « Je me sens proche de ces lieux. J'ai à cœur de protéger leur mode de vie. »

Perpétuer les traditions de l'île

Ce sont souvent les petites entreprises qui préservent les traditions de Chypre. À Agros, Niki Agathocleous perpétue la fabrication de desserts traditionnels, des fruits au sirop à base de cerises, pastèques, coings, noix ou roses qui se dégustent à la cuillère, avec un café fort et épais. Son atelier utilise les méthodes traditionnelles pour faire bouillir les fruits (200 tonnes par an) et crée des sirops parfumés à la vanille, à la cannelle ou aux clous de girofle. Elle emploie 25 personnes, essentiellement des femmes, et vend ses produits à Chypre principalement, pour un chiffre d'affaires annuel de 1 million d'EUR.

La Troodos Cooperative Society lui a accordé un prêt de 20 000 EUR pour acheter de nouveaux équipements et rénover certains bâtiments. « Il est essentiel d'investir et d'aller de l'avant », explique Niki Agathocleous, qui dirige l'entreprise avec son mari et ses deux fils. « La crise financière a été une période difficile. Mais si vous avez un endroit où travailler, la vie vous redonnera ce dont vous avez besoin. »

Costas Tsiakkas
dans la cave de son
exploitation vinicole,
située dans les
collines d'Agros

À Paris, la recherche passe de l'université au marché

Un fonds d'amorçage français destiné au milieu universitaire soutient des traitements du cancer et des technologies numériques et permet à la recherche de quitter le laboratoire.

Angelita Rebollo est une Espagnole qui aime s'amuser et signe ses courriers électroniques avec cette phrase : « Lorsque la vie vous offre un citron, sortez la téquila et le sel. » C'est également une brillante scientifique qui met à profit ses compétences pour faire la guerre... aux cellules cancéreuses, évidemment.

Dans son laboratoire de l'université Pierre et Marie Curie dans l'historique hôpital de la Pitié-Salpêtrière près des bords de Seine au cœur de Paris, Angelita Rebollo

Angelita Rebollo
dans son laboratoire
parisien

“ Comme notre fonds est l'un des premiers du genre, tout le monde nous observe pour voir si ce modèle est bon à suivre.

Philippe Tramoy, partenaire de Quadrivium 1



a mis au point une technique permettant de bloquer certaines fonctions des protéines qui transforment les cellules saines en cellules cancéreuses. Ce traitement pourrait aider des personnes atteintes de diverses pathologies. Les premiers résultats indiquent qu'il sera d'abord utilisé pour le traitement du cancer des ovaires et de certaines formes graves de cancer du sein. Alors que la chimiothérapie entraîne beaucoup d'effets secondaires en détruisant de nombreuses cellules saines en plus des cellules cancéreuses, la thérapie ciblée d'Angelita Rebollo s'attaque uniquement aux cellules cancéreuses.

Les recherches d'Angelita sur le sujet ont débuté il y a 17 ans à Madrid et l'ont amenée à créer une entreprise, PEP-Therapy, avec quelques autres scientifiques travaillant dans de prestigieux instituts de recherche en France. L'entreprise porte le nom des molécules étudiées par Angelita Rebollo (peptides pénétrants et interférents) et son rôle est de transformer cette découverte scientifique en traitement capable de sauver des vies. « Nous avons créé cette entreprise pour que nos découvertes soient transmises du chercheur au patient », explique Angelita Rebollo. « Notre objectif est de développer une molécule qui aidera un très grand nombre de personnes. »

Un fonds dédié aux entreprises issues de la recherche universitaire en France

PEP-Therapy a reçu un soutien de 1 million d'EUR de la part de Quadrivium 1, un fonds d'investissement français fournissant des capitaux d'amorçage à des projets issus d'une douzaine d'instituts de recherche universitaire en France, ou liés à ces instituts, dans les domaines des sciences de la vie et de la technologie numérique. Les universités états-uniennes ont été les premières à appliquer ce modèle pour fonder de grandes entreprises comme Genentech et Lycos. En fin de compte, une université gagne souvent plus d'argent en mettant elle-même au point un produit plutôt qu'en octroyant une licence à une grande entreprise qui en poursuivra le développement. La prise de participations dans les entreprises issues des universités incite en outre les chercheurs à conserver leur poste universitaire plutôt que d'accepter un

poste mieux payé dans le secteur privé. En Europe, les entreprises issues de la recherche universitaire se sont développées au Royaume-Uni, où la BEI a soutenu une entreprise créée à partir de l'Imperial College.

En France, il s'agit d'une première. Le fonds est géré par une équipe dédiée au sein de Seventure Partners et financé par plusieurs investisseurs, dont Bpifrance, filiale de la Caisse des Dépôts. En avril, Quadrivium a bénéficié d'un engagement de 20 millions d'EUR de la part du Fonds européen d'investissement (FEI), l'entité du Groupe BEI spécialisée dans la mise à disposition de produits de capital-risque aux PME. Avec le soutien de la garantie budgétaire du Plan d'investissement pour l'Europe, l'investissement du FEI a porté le total des fonds de Quadrivium 1 à 56 millions d'EUR. « Il n'a pas été simple d'introduire ce concept en France », explique Philippe Tramoy, gestionnaire du portefeuille Sciences de la vie de Quadrivium. « Comme notre fonds est l'un des premiers du genre, tout le monde nous observe pour voir si ce modèle est bon à suivre. »

Entreprises issues de la recherche universitaire : une question de mentalité

Avant de mettre en place le fonds Quadrivium 1, Philippe Tramoy a travaillé principalement sur des opérations avec des entreprises aux États-Unis et dans différents pays d'Europe. Il n'était pas certain au départ que le concept d'entreprises issues de la recherche universitaire fonctionnerait en France. « C'est vraiment une question de mentalité ou de culture. Dans le monde anglo-saxon, pour évaluer une entreprise, on étudie ses futures recettes. En France, on regarde en général les trois dernières années », explique-t-il. « C'est comme si on s'en tenait à la surface au lieu de creuser les choses. »

Selon lui, si les investissements du fonds Quadrivium sont fructueux, les mentalités changeront. À ce jour, le fonds a investi dans dix entreprises. Chacune est issue de l'un ou plusieurs des 12 instituts de recherche liés au fonds Quadrivium, comme l'université Paris IV (Sorbonne), l'Institut Curie ou l'ESPCI Paris.

Quadrivium 1 entend investir dans 16 à 20 entreprises au maximum et Philippe Tramoy prévoit à terme de créer un deuxième fonds. L'objectif de Quadrivium 1 est de soutenir les étapes ultérieures du développement des entreprises de son portefeuille. Ce soutien est important dans le domaine des sciences de la vie, notamment, car il faut plusieurs années pour transmettre un produit du chercheur au patient, pour reprendre les termes d'Angelita Rebollo.

PEP-Therapy lance actuellement des études visant à confirmer l'innocuité de sa molécule. Angelita Rebollo et ses collègues devront peut-être patienter huit ans avant que leur produit soit mis à la disposition du public, mais il sera utilisé dans les hôpitaux tout au long des essais cliniques.

« C'est un long processus », explique Antoine Prestat, biologiste titulaire d'un diplôme d'école de gestion, cofondateur et président de PEP-Therapy. « Il est très important d'avoir le soutien d'un fonds comme Quadrivium, qui comprend le processus. »

La dimension économique de la recherche scientifique n'échappe pas à Angelita Rebollo. Après tout, c'était l'insuffisance des ressources consacrées à la recherche en Espagne qui l'avait incitée à quitter son poste à Madrid. Avant de s'installer à Paris, elle est passée par l'Allemagne et la Belgique. « L'investissement de Quadrivium nous permet de financer les différentes étapes du développement », explique-t-elle. « Nous avons besoin de fonds pour trouver cette molécule, qui, nous l'espérons, permettra de sauver des vies. » Et ça, ça n'a pas de prix.





Un prêt qui donne la pêche

Donnez un poisson à un homme, il mangera un jour. Donnez-lui un prêt intermédiaire à bénéficiaires multiples, il nourrira ses prochains toute leur vie.

PP Orahovica est une société agricole implantée dans l'est de la Croatie, où elle fait pousser des noisettes, élabore du riesling, fait paître des bovins et élève des carpes.

Pour transporter ses poissons depuis son vivier de 1 000 hectares, l'entreprise avait pour habitude de les acheminer vivants dans des camions prévus à cet effet. « Quand vous livrez 10 tonnes de poisson, vous livrez aussi 10 tonnes d'eau. Après la livraison, vous avez perdu 10 tonnes d'eau douce », explique Marko Rašić, président du comité de surveillance de l'entreprise. Le fait de tracter des tonnes d'eau a un

coût économique et environnemental, c'est pourquoi PP Orahovica a agrandi son élevage, qui couvre aujourd'hui 4 500 hectares, et a construit une usine pour transformer le poisson sur place, au lieu de le transporter vivant. « Nous pouvons désormais livrer des filets de poisson, du poisson congelé et tout une gamme de produits, ce qui nous permet d'apporter de la valeur ajoutée au poisson », précise M. Rašić. L'entreprise, qui emploie 1 262 personnes, a bénéficié d'une aide non remboursable de 1,4 million d'EUR au titre de l'instrument d'aide de préadhésion de l'UE en matière de développement rural et d'un prêt de 4,4 millions d'EUR de la part de HBOR, une banque publique croate qui fait office d'intermédiaire pour la BEI. En 2016, la Banque a signé un prêt de 150 millions d'EUR en faveur de HBOR qui en rétrocèdera le produit à des ETI, telles que PP Orahovica. « L'offre qui nous a été faite, assortie d'un taux d'intérêt bas et d'une longue période de remboursement, était très attrayante », déclare Marko Rašić. Au total, la BEI a prêté plus de 2 milliards d'EUR à HBOR, fonds que cette dernière a utilisés pour soutenir des projets réalisés par des PME, des ETI et des organismes publics dans l'industrie et le tourisme, mais aussi des projets d'infrastructures de petite et moyenne dimension.



L'élevage piscicole de PP Orahovica dans l'est de la Croatie



Premiers pas dans les chaussures pour enfants

La gamme des chaussures pour enfants s'est rapidement étoffée ces dernières années et propose désormais des options naturelles et saines. Afin d'introduire cette sélection de produits sur le marché de Brno, en République tchèque, Lucie Prokešová a bénéficié d'un prêt garanti par l'UE et intermédié par Komerční banka. L'accord conclu avec Komerční banka au titre du Mécanisme de garantie de prêts du programme COSME est assorti de la garantie du volet « PME » du Plan d'investissement pour l'Europe, que gère le FEI.

Lucie a ouvert son magasin Neobuto début 2016. Des clients viennent parfois de Slovaquie et d'Autriche pour découvrir de nouvelles marques de chaussures pour enfants qui, jusque-là, n'étaient pas connues sur le marché tchèque. Neobuto collabore également avec un kinésithérapeute pédiatrique afin d'élargir la gamme de chaussures et de répondre à des besoins spécifiques, comme ceux des enfants aux pieds plats. Lucie prévoit d'ouvrir une nouvelle boutique à Prague en 2017.

Les INFRASTRUCTURES au service d'une Europe connectée

19,7 Mrd
EUR
pour les infrastructures

- ▶ **5 600** MW de capacité de production d'électricité
- ▶ **86** % d'électricité produite à partir de sources renouvelables
- ▶ **41 000** km de lignes électriques construites ou remises en état
- ▶ **45 Mio** de compteurs intelligents installés
- ▶ **4 Mio de foyers** alimentés en électricité
- ▶ **13 Mio d'habitants** de l'UE bénéficiant d'équipements et de services urbains modernisés
- ▶ **55 Mio d'habitants** de l'UE bénéficiant d'infrastructures améliorées grâce à des programmes cofinancés
- ▶ **980 Mio d'utilisateurs supplémentaires** de moyens de transport financés par la BEI
- ▶ **10 Mio de personnes** bénéficiant de services de santé améliorés
- ▶ **120 000 ménages** vivant dans des logements sociaux et abordables nouveaux ou rénovés
- ▶ **25 Mio de citoyens** disposant d'un accès à une eau potable plus saine
- ▶ **20 Mio de personnes** bénéficiant de services d'assainissement améliorés
- ▶ **1,7 Mio de personnes** confrontées à un risque d'inondation moindre



Une ville, de multiples besoins, un prêt

À lui seul, un prêt de la BEI soutient toute une série de projets à Bologne. Qu'il s'agisse de rénovation d'écoles, de pistes cyclables ou de prévention des dégâts que causent les tremblements de terre, ce prêt représente un outil de développement durable au cœur du programme urbain de l'UE lancé en 2016.


Les élèves du secondaire de la partie sud de Bologne ne sont désormais plus contraints d'aller s'entasser dans des classes surpeuplées situées loin de leur quartier. L'école Via Lombardia a été achevée fin 2016 et accueille 225 jeunes, à proximité de leur domicile, dans des classes nettement moins bondées qu'auparavant. Cette école est également :

- construite en éléments préfabriqués, ce qui a accéléré la construction ;
- notée A+ pour les économies d'énergie réalisées grâce à un chauffage solaire et une bonne isolation ;
- conforme aux prescriptions parasismiques (en 2012, un tremblement de terre dont l'épicentre se situait à 36 km de Bologne a causé la mort de 27 personnes dans la région).

« Les enfants disposeront d'un meilleur environnement pédagogique, ce qui améliorera leur formation », déclare Marika Milani, la directrice du service Revitalisation urbaine de Bologne. « Ils n'auront pas de longs trajets à faire pour aller au collège. Ils ne s'entasseront pas dans une classe surchargée. Nous en sommes très fiers. »

Il y a beaucoup de projets dont M^{me} Milani peut s'enorgueillir. Grâce à un prêt de 50 millions d'EUR de la BEI, Bologne s'engage dans toute une série de projets très différents. L'ambition sur laquelle repose ce programme

Vincenzo D'Aprile,
un ingénieur municipal
travaillant à la rénovation
des arcades historiques
de la ville de Bologne



“ Nous n’avons pas assez d’argent pour entreprendre tout cela pour notre belle ville. Nous avons vraiment besoin du prêt de la BEI.

Marika Milani, directrice du service Revitalisation urbaine de Bologne

Une nouvelle école à Bologne dont la construction est financée par le prêt-cadre de la BEI

d’un montant global de 160 millions d’EUR est de faire de la ville un lieu plus agréable à vivre et plus attrayant pour les entreprises et les visiteurs, mais également de mieux gérer les risques liés aux tremblements de terre et aux changements climatiques.

« Nous n’avons pas assez d’argent pour entreprendre tout cela pour notre belle ville », ajoute M^{me} Milani. « Nous avons vraiment besoin du prêt de la BEI. »

Ce type de prêt de la BEI, appelé prêt-cadre car il sert à financer plusieurs projets, constitue un outil important pour les collectivités locales qui aspirent à une plus grande durabilité. Le programme urbain de l’UE, qui a été officiellement dévoilé à Amsterdam en mai 2016, accorde un place prépondérante à l’amélioration du financement des collectivités locales et régionales. À Bologne, le prêt de la BEI soutient :

- la rénovation de plusieurs bâtiments municipaux, de routes, d’espaces publics et de squares ;
- l’achèvement d’une piste cyclable entourant le centre-ville historique ;
- la restauration de la partie des célèbres arcades médiévales de Bologne menant au sanctuaire San Luca qui domine la ville.

La ville a proposé d’inscrire ces arcades sur la liste du patrimoine mondial de l’Unesco. « C’est le symbole le plus marquant de Bologne dans les souvenirs des visiteurs », observe M^{me} Milani. « Mais nous n’avons pas besoin de mobiliser du temps et de l’énergie pour monter un dossier séparé en vue de leur restauration. Tous ces différents projets sont réunis en une seule opération avec la BEI, à un taux très avantageux. »



Ilya de Marotta aux écluses du canal de Panama

Ouvrir les vannes aux échanges commerciaux

Auparavant, les mastodontes des mers empruntaient l'Escaut au gré des marées et attendaient leur tour pendant cinq heures pour décharger leur cargaison. Ils finissaient par franchir l'écluse de Kallo, qui les menait aux quais des docks du pays de Waes. « L'écluse était complètement saturée », explique Freddy Aerts, directeur du département Accès maritime du ministère flamand de la mobilité et des travaux publics. « C'est pourquoi nous avions ces engorgements. »

En 2016, Freddy Aerts a fourni à ces navires de marchandises un moyen d'éviter les bouchons. Au mois de juin, le port d'Anvers a inauguré la plus grande écluse du monde. L'écluse de Kieldrecht permet de tripler le trafic à destination des installations portuaires du pays de Waes, sur la rive gauche de l'Escaut, en offrant aux navires une deuxième voie d'accès. « Nous pouvons désormais accueillir les plus gros navires actuellement en service. Cela donnera une véritable impulsion à l'économie », se réjouit Freddy Aerts.

Au cours d'un mois de tous les records pour les ouvrages portuaires géants, une troisième voie intégrant de nouvelles écluses de grande dimension a ouvert sur le canal de Panama. Les projets à Anvers et au Panama ont tous deux été financés par la BEI, qui a participé aux coûts de la nouvelle écluse de Kieldrecht à hauteur de 160,5 millions d'EUR. Le projet d'élargissement du canal de Panama, qui a coûté plus de 5 milliards d'USD, en a reçu 500 millions de la part de la BEI.

Une capacité portuaire sous-exploitée

Sur la rive droite de l'Escaut, Anvers possède six écluses, dont la grande écluse de Berendrecht, mise en service en 1989. C'est toute cette infrastructure qui permet au port de se hisser au deuxième rang européen, après celui de Rotterdam.



Sur la rive gauche, les docks du pays de Waes ont été conçus dans les années 70 dans l'idée d'accueillir même les plus gros navires actuels, avec des caissons d'environ seize mètres. Cependant, l'écluse de Kallo, vieille de trente ans, qui était l'unique voie d'accès au pays de Waes, était trop petite. Ce qui était un frein à la croissance d'Anvers et constituait aussi un problème stratégique pour l'Europe. Le transport de marchandises devrait doubler d'ici à 2050. Les ports doivent suivre le rythme de cette croissance. « L'écluse de Kieldrecht libère le potentiel du port. Elle permettra à Anvers de renforcer sa position en Europe », explique Inge Vermeersch, une ingénieure de la BEI qui a participé à ce projet. 62 500 personnes travaillent déjà directement aux docks d'Anvers. Selon la banque nationale, le port représente 4 % du produit intérieur brut belge.

Un casque de chantier rose fiché sur la tête

De l'autre côté de l'Atlantique, Ilya Espino de Marotta portait son fameux casque de chantier rose à l'occasion de l'inauguration des nouvelles écluses du canal de Panama. C'était la réponse qu'elle avait choisi d'apporter à ceux qui ne pensaient pas qu'une femme pouvait être ingénieure en chef au canal de Panama. « Certains hommes ont remis ma nomination en question parce que je suis une femme, mais cela ne m'émeut pas. Je porte un casque de chantier rose pour montrer qu'une femme peut aussi faire ce travail », déclare-t-elle. Et bien que tant son mari que son fils aient dû subir un traitement contre le cancer au cours de ce projet gigantesque, elle est tout de même parvenue à le mener à bien.

La boîte à outils du programme urbain de l'UE

Pula, Croatie

40 millions d'EUR pour la reconstruction, l'agrandissement et la rénovation des équipements obsolètes de l'hôpital général de Pula, le seul hôpital public d'Istrie.

PAUVRETÉ URBAINE

Helsinki, Finlande

180 millions d'EUR pour remplacer des tramways, étendre leur desserte et rénover le réseau afin de fournir un service de meilleur qualité et plus fiable.

MOBILITÉ URBAINE

Belgique et France

Apport de fonds propres de 46 millions d'EUR dans un fonds recourant à des techniques innovantes pour décontaminer des friches polluées (voir l'article sur le fonds Gingko, p. 34).

UTILISATION DURABLE DES TERRES ET DE SOLUTIONS NATURELLES



ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Belgique

200 millions d'EUR en faveur de l'action pour le climat et de l'économie circulaire sur tout le territoire belge avec Belfius Banque.

ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Lisbonne, Portugal

250 millions d'EUR pour l'amélioration du réseau d'assainissement afin de réduire les dégâts causés par les inondations, ainsi que pour d'autres infrastructures comme les logements sociaux (voir l'article p. 37).

TRANSITION NUMÉRIQUE

12 villes britanniques dont Londres, Manchester, Liverpool et Glasgow

25 millions d'EUR pour Hyperoptic, société qui installe des réseaux à haut débit dans des immeubles de grande hauteur.



Plus de 70 % des Européens vivent dans des zones urbaines et 55 % des investissements publics sont réalisés par des administrations régionales ou locales. La BEI élargit actuellement son concours à des projets plus risqués au titre du Plan d'investissement pour l'Europe. En 2016, l'UE a finalisé son programme urbain, qui comprend une section entière sur le rôle de la BEI dans sa concrétisation.

Haute-Silésie, Pologne

329 millions d'EUR pour la revitalisation de dix anciennes villes minières et sidérurgiques.

EMPLOIS ET COMPÉTENCES
DANS L'ÉCONOMIE LOCALE

Rhénanie-du-Nord- Westphalie, Allemagne

100 millions d'EUR pour des centres d'accueil de demandeurs d'asile.

INCLUSION DES MIGRANTS ET DES
RÉFUGIÉS

Irlande du Nord, Royaume-Uni

166 millions d'EUR pour la rénovation et la construction de logements sociaux économes en énergie.

LOGEMENT



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

QUALITÉ DE L'AIR

MARCHÉS PUBLICS INNOVANTS
ET RESPONSABLES

Bade-Wurtemberg, Allemagne

825 millions d'EUR prêtés au Land pour financer des trains qui seront loués à bail à un plus grand nombre d'opérateurs ferroviaires de taille modeste afin de renforcer la concurrence et, partant, de réduire le coût des transports publics.

Luxembourg

2 millions d'EUR tirés du Mécanisme européen d'assistance technique pour les projets énergétiques locaux afin d'apporter une assistance technique à l'appui de 45 millions d'EUR d'investissements réalisés par le Fonds européen pour la promotion de l'efficacité énergétique, qui soutient de petits projets relatifs à l'efficacité énergétique dans toute l'UE.

Paris, France

1 milliard d'EUR pour la construction du premier tronçon du Grand Paris Express, un réseau de métro automatique. Une fois achevé, ce tronçon de 33 km traversera 22 communes au sud de Paris et desservira plus d'un million d'habitants. En se substituant au recours à la voiture, il permettra de réduire la pollution atmosphérique.



De l'aide d'urgence pour un nouveau partenaire

La Géorgie se reconstruit et met en place des infrastructures pour améliorer ses échanges commerciaux.

Tard une nuit de juin 2015, Ilia Darchiashvili traverse en voiture le centre de Tbilissi sous un déluge de pluie. Il est ralenti par le trafic sur l'autoroute Chabua Amirejibi, alors qu'il s'approche d'un des ponts sur la Vere, un affluent du principal fleuve de la ville, le Mtkvari. Ilia Darchiashvili dirige alors sa Toyota vers un autre point de passage où la circulation n'est pas interrompue et rentre chez lui pour dormir. « C'était juste une forte pluie et il y avait un embouteillage. On ne pouvait en aucun cas soupçonner que quelque chose allait se produire », se souvient-il.

« Et puis, c'est arrivé. »

Lorsqu'il se réveille, un million de mètres cubes de boue se sont déversés dans la Vere, créant des barrages à deux endroits différents. La rivière sort de son lit et inonde le centre de la capitale géorgienne. On dénombre 19 morts et 22 000 habitants de Tbilissi (sur une population de 1,1 million) sont sans électricité. Des hippopotames et

des jaguars s'échappent du zoo et arpentent les rues de la ville. Un homme est déchiqueté à mort par un tigre.

Ilia Darchiashvili, qui gère, à l'époque, le Fonds géorgien de développement des municipalités, se met au travail aux côtés de responsables de la ville de Tbilissi et d'autres administrations publiques pour organiser l'aide aux victimes de la catastrophe. « Notre premier objectif était d'assurer la sécurité de la population », explique-t-il, lui qui est aujourd'hui, à 35 ans, vice-ministre du développement régional et des infrastructures. « Ensuite, nous n'avions tous plus qu'une seule idée en tête : commencer à reconstruire. Parallèlement, nous recherchions également des sources de financement supplémentaires. »

Émerger des coulées de boue

La BEI, qui intensifie ses activités d'investissement en Géorgie depuis quelques années, a été parmi les premières à réagir. Lorsque les responsables de la Banque à Luxembourg ont été informés de la catastrophe, la charge de prêts de la division Secteur public collaborant avec la Géorgie était déjà en train de boucler une autre



Un hippopotame échappé du zoo de Tbilissi à la faveur des inondations

opération à l'appui de la modernisation des infrastructures municipales du pays. Son équipe a rapidement mis en place une seconde ligne de crédit destinée à faire face aux dégâts causés par la catastrophe naturelle. La semaine suivante, des responsables de la BEI se sont rendus à Tbilissi pour commencer à régler les détails de l'opération. Ils ont trouvé une ville meurtrie par les inondations et les coulées de boue. « Des ponts et des routes s'étaient effondrés », se souvient Georgia Koutsiana, la chargée de prêts responsable des opérations de la BEI dans le secteur public géorgien. « La vie normale était réellement perturbée. »

Ce déplacement s'est soldé par l'octroi, en février 2016, d'un prêt de 100 millions d'EUR divisé en deux enveloppes :

- 50 millions d'EUR pour l'aide d'urgence après les inondations ;
- 50 millions d'EUR pour les infrastructures municipales et touristiques.

Dans la plupart des cas, les prêts de la BEI couvrent, tout au plus, la moitié des coûts d'un projet. La Banque s'efforce ainsi de mobiliser d'autres investisseurs pour renforcer son concours, lequel fait également figure de « label de qualité ». Dans le cas de la ligne de crédit ouverte pour le financement de la reconstruction d'urgence en Géorgie, la BEI a supporté la totalité du coût de l'opération parce qu'elle répondait aux besoins créés par une catastrophe naturelle.

À mesure que la Géorgie se reconstruisait, l'intervention de la BEI a eu des incidences considérables sur le terrain. « Cette inondation a touché directement chaque habitant de notre capitale », explique le ministre Darchiashvili. « Les fonds d'urgence de la BEI ont permis de reconstruire des routes et des infrastructures. Ils servent également à atténuer les risques d'une nouvelle catastrophe à l'avenir. »

La Banque finance également la construction d'un tronçon stratégique de l'autoroute géorgienne est-ouest entre la frontière orientale avec l'Azerbaïdjan et Batumi, le port géorgien sur la mer Noire. « Cette autoroute constituera un segment important d'une nouvelle Route de la soie », déclare M^{me} Koutsiana, l'agent de la BEI. Un prêt de 50 millions d'EUR signé en 2016 permettra de rénover des ponts, des tunnels et des murs de soutènement sur cette artère vitale pour le commerce régional et international.

Kiev, la nuit

La banque de l'UE concrétise sa partie de l'engagement pris par l'Europe envers l'Ukraine

La BEI a annoncé la création de son plan d'action spécial pour l'Ukraine en 2014 dans le but de fournir 3 milliards d'EUR d'ici à la fin de 2016 pour financer les infrastructures, l'essor du secteur privé et l'action en faveur du climat. Cette initiative s'inscrivait dans le cadre de l'accord d'association conclu entre l'UE et le pays. En décembre, la Banque a concrétisé cet engagement. Les prêts de la BEI font partie d'une enveloppe de 11 milliards d'EUR mise à disposition par l'Union européenne à l'appui de l'Ukraine. Les projets visent à obtenir des résultats concrets au bénéfice des citoyens ordinaires. Prenons, par exemple, le prêt de 120 millions d'EUR en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique dans les universités ukrainiennes. Il permet de réduire l'incidence des bâtiments sur l'environnement, d'améliorer la qualité des logements et de faire baisser les coûts. Autre exemple : le prêt de la BEI d'un montant de 200 millions d'EUR visant à moderniser jusqu'à 20 réseaux de transports publics de communes ukrainiennes, notamment grâce à de nouveaux bus, tramways, rames de métro et trolleybus qui contribueront à un recul significatif des transports utilisant des combustibles fossiles au profit des transports électriques. Le projet devrait porter ses fruits sous la forme d'économies d'énergie, d'une amélioration de la qualité de vie des clients et d'effets positifs pour l'environnement.

Action en faveur du CLIMAT et de l'ENVIRONNEMENT pour notre avenir commun

16,9 Mrd EUR

pour **l'environnement**,
à savoir la biodiversité, la
qualité de l'air et de l'eau, la
sécurité des transports, les
énergies renouvelables et
l'efficacité énergétique.

Bruno Farber du fonds Ginkgo
au site de Mont-Saint-Guibert

La Banque s'est engagée à consacrer plus de 25 % de son volume de prêt total à l'action pour le climat, dans tous ses domaines stratégiques d'intervention.

En 2016, la BEI a consacré **19,6** Mrd EUR à l'action pour le climat, soit **26,3** % de l'ensemble de ses financements.

- ▶ Efficacité énergétique : **3,6** Mrd EUR
- ▶ Énergies renouvelables : **3,9** Mrd EUR
- ▶ Transports faiblement émetteurs de carbone et sans effet sur le climat : près de **8** Mrd EUR
- ▶ Recherche-développement et innovation : **1,8** Mrd EUR
- ▶ Atténuation des changements climatiques par le boisement, gestion des déchets, assainissement et autres secteurs : **1,1** Mrd EUR
- ▶ Adaptation aux changements climatiques : **1,2** Mrd EUR



La réponse écologique à l'étalement urbain

Un fonds innovant s'empare d'anciens sites industriels urbains pour les transformer en lieux de vie et de travail agréables.

En avril, les entrepreneurs, les pelles mécaniques et les bulldozers entameront la construction de 300 maisons et appartements sur le site d'une papeterie du XIX^e siècle, à Mont-Saint-Guilbert, au sud-est de Bruxelles. Peu après, des bâtiments sortiront de terre sur le terrain d'une fonderie désaffectée de Choisy-le-Roi, en banlieue parisienne, puis en plein cœur de Lyon, à la place de l'ancienne usine de lave-linges Brandt.

Quel est le point commun entre tous ces projets ? Ces sites seraient restés déserts s'ils n'avaient pas été décontaminés et réaménagés au moyen d'un fonds d'investissement novateur qui s'appuie sur des techniques environnementales de pointe pour éliminer les substances toxiques laissées par les industries aujourd'hui disparues. Ce type de dépollution est important pour l'avenir des villes européennes, qui comptent 3,5 millions d'anciens sites industriels désaffectés. Pour contrer l'étalement urbain, les villes doivent réhabiliter les anciennes friches industrielles et veiller à ce qu'elles ne présentent aucun danger pour un usage résidentiel. « Tous les dix ans, la France perd l'équivalent d'un département du fait de l'étalement urbain », explique Bruno Farber, directeur général du fonds de dépollution Ginkgo Advisor. « La solution consiste à bâtir la ville sur elle-même. »

Des fonds pour le nettoyage

Le fonds Ginkgo de Bruno Farber a levé 80 millions d'EUR en faveur de sept projets de dépollution et de réhabilitation en Belgique et en France, des sites qui sont tous en bonne voie d'être déblayés en vue d'être bâtis d'ici fin 2018. La BEI y a investi 15,6 millions d'EUR. Le succès de Ginkgo a incité M. Farber à lever de nouveaux fonds pour Ginkgo II afin d'en étendre la portée au Royaume-Uni, au Luxembourg et à l'Espagne.

Les chargés d'investissements de la BEI tenaient à être à nouveau de la partie. Toutefois, sans la garantie budgétaire du Plan d'investissement pour l'Europe, la BEI n'aurait pas été en mesure d'investir comme elle l'a fait dans Ginkgo II. Cette garantie a été créée pour accélérer les investissements dans des projets innovants. La BEI y recourt pour réaliser des investissements différents de ce qu'elle fait habituellement. Elle peut, par exemple, prendre des participations plus importantes ou accélérer l'investissement.

Ginkgo II répond indubitablement aux critères du Plan d'investissement. James Ranaivoson, le conseiller de direction de la division Changement climatique et environnement de la Banque, qui a dirigé les opérations avec Ginkgo, a constaté que le parcours de Ginkgo I s'était déroulé sans heurts. Grâce à la garantie budgétaire de l'UE, il a pu investir dans le deuxième fonds rapidement et avec un montant plus élevé que ce qui aurait été possible autrement. La Banque a engagé 30 millions d'EUR en faveur de Ginkgo II en février. « Nous sommes déjà témoins du succès de Ginkgo I », affirme M. Ranaivoson. « Il est très important que nous continuions immédiatement



à soutenir les investissements que vise Ginkgo avec son deuxième fonds. Le Plan d'investissement pour l'Europe nous donne l'accélération nécessaire pour le faire. »

Le Plan d'investissement comme pierre angulaire

La participation de la BEI a été déterminante pour convaincre d'autres investisseurs de placer leur argent dans le premier fonds Ginkgo. Il en a été de même pour Ginkgo II. « Il faut souligner le rôle de la BEI », explique Bruno Farber. « Par sa présence en qualité d'investisseur de base, la BEI a montré aux autres institutions qu'un véritable audit préalable approfondi avait été réalisé et que le fonds précédent avait été bien géré en dépit d'un contexte économique difficile. »

En donnant à la BEI la possibilité de mobiliser davantage de ressources aux côtés de la Caisse des dépôts (chacune de ces institutions détient un quart de Ginkgo II), la garantie budgétaire de l'UE a permis à M. Farber d'atteindre bien plus rapidement son objectif de financement de 140 millions d'EUR, car le soutien dont bénéficie le projet de la part de grandes institutions de ce type a incité d'autres investisseurs à s'y associer.

Solution de dépollution

Avec Ginkgo II, Bruno Farber entend s'associer à des promoteurs et à des urbanistes dans d'autres pays. Jusqu'à 30 % du nouveau fonds seront investis au-delà des frontières de la Belgique et de la France, pays sur lesquels était axé le premier fonds Ginkgo.

Curieusement, il y a peu d'entreprises actives dans le domaine de la dépollution et du réaménagement de sites industriels. Le plus souvent, les matériaux contaminés sont extraits du sol et jetés ailleurs, ou même enfouis sous d'énormes dalles de béton. Aucune de ces techniques n'apporte réellement une solution aux problèmes de pollution. Ginkgo adopte une stratégie plus durable en traitant, sur place, les matériaux souillés jusqu'à ce qu'ils puissent éventuellement être réutilisés dans le nouveau projet.

Ginkgo II exportera ses compétences techniques vers des pays comme le Royaume-Uni, où il n'existe actuellement aucun fonds de dépollution pour attirer des investissements dans ce secteur. Bruno Farber vise des sites à Leeds, Bristol et Glasgow, ainsi que d'anciennes aciéries au Luxembourg et d'autres projets à Barcelone. « Il est important, pour l'avenir de l'Europe, de promouvoir cette technique », estime Martin Berg, un chargé d'investissements de la BEI qui a travaillé sur l'opération Ginkgo. « Grâce au Plan d'investissement pour l'Europe, nous pouvons intervenir davantage dans ce domaine et plus vite. »

“ Il est important, pour l'avenir de l'Europe, de promouvoir cette technique.

Martin Berg, chargé d'investissements à la BEI



Lisbonne : une ville plus attrayante pour les familles et les affaires

Face à des problèmes d'inondation, de déclin démographique et de vétusté des infrastructures, Lisbonne transforme son environnement urbain.

La population de Lisbonne n'a cessé de décliner depuis les années 60. Les habitants ont quitté la ville à la recherche de logements plus abordables dans les banlieues, abandonnant de nombreux quartiers dotés d'infrastructures obsolètes. La population de Lisbonne est ainsi passée de 800 000 habitants dans les années 60 à 513 000 il y a peu. Mais la vision du maire Fernando Medina allait au-delà de la résolution de chaque problème au coup par coup. Son objectif, expliquait-il, était de « changer le mode de vie des habitants de la ville ». Il était convaincu que Lisbonne pouvait redevenir une ville où les gens avaient envie de venir vivre et travailler – et un lieu attrayant pour les visiteurs.

Toutefois, M. Medina avait aussi besoin du type de financement approprié pour les projets d'infrastructures à long terme qu'il avait en tête. Or, à la suite de la crise financière, les banques portugaises se sont trouvées dans l'incapacité de financer des projets d'infrastructure à long terme. Face à cette lacune du marché, la BEI a pu utiliser le mécanisme de garantie budgétaire de l'UE et ses ressources propres au titre du Plan d'investissement pour l'Europe, faisant de Lisbonne la première ville de l'UE à bénéficier directement d'un soutien au titre de ce plan avec un prêt de 250 millions d'EUR sur 30 ans.

Plusieurs quartiers de Lisbonne, dont certaines zones du centre historique, sont aujourd'hui régulièrement sujets à des inondations. En 2014, deux grandes inondations

survenues en l'espace de quelques semaines ont mis en évidence la nécessité, pour la ville, de s'adapter aux effets des changements climatiques. Le projet soutenu par la BEI permettra de rénover le réseau d'assainissement et de construire deux nouveaux tunnels de drainage. À l'avenir, les pluies torrentielles auxquelles Lisbonne est aujourd'hui habituée ne devraient plus causer d'inondations majeures.

Les fonds de la BEI permettront également de financer la rénovation de logements sociaux existants ainsi que la construction de nouveaux immeubles. Tous bénéficieront de mesures d'efficacité énergétique afin d'atténuer les effets des changements climatiques. Le prêt porte également sur des mesures visant à favoriser la mobilité urbaine et à mettre en place des innovations liées aux « villes intelligentes », ainsi qu'à construire des squares, des parcs, des casernes de pompiers, des équipements culturels et des écoles.

Trois stratégies pour réduire les risques

Comment la BEI amène des investisseurs privés à participer au financement de l'action en faveur du climat aux côtés des bailleurs de fonds publics.

Le parc éolien de Langmarken, en Suède, ne sera semblable à aucun autre. Non pas du fait de ses éoliennes, fournies par le fabricant danois Vestas, qui ressembleront à beaucoup d'autres une fois la construction achevée. Ce qui distinguera ce parc éolien terrestre de 23 MW, c'est le caractère innovant de son financement.

La BEI détient une participation de 40 millions d'EUR dans le fonds Mirova Eurofideme 3 depuis 2014. En mars 2016, à la suite d'un investissement de ce fonds français dans Langmarken, la BEI a procédé à un co-investissement assorti de la garantie budgétaire de l'UE au titre du Plan d'investissement pour l'Europe. Elle a placé 16 millions d'EUR directement dans le parc éolien, si bien que Mirova et la Banque en détiennent conjointement 90 %. Il s'agit d'un grand pas. En effet, la BEI n'a pas coutume d'acquiescer directement des parts dans des entreprises. En prenant à sa charge une partie des risques, elle entend amener des investisseurs privés à participer au financement de projets en faveur du climat.

Les trois stratégies principales de la BEI pour y parvenir sont :

- les **co-investissements** comme Langmarken, qui permettent à des gestionnaires de fonds privés d'investir dans de plus grands projets que ceux qu'ils pourraient appuyer seuls ;
- les opérations avec **structure à plusieurs niveaux de risques**, dans lesquelles les investisseurs publics endossent une part plus grande du risque, ce qui permet de rendre un projet plus attrayant pour les investisseurs privés. C'est ce que la BEI a fait avec un concours de 50 millions d'EUR dans le fonds Green for Growth, une structure dotée de 368 millions d'EUR qui appuie des projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique dans les pays des Balkans occidentaux et en Turquie. Les émissions de CO₂ évitées grâce aux projets qu'il finance représentent l'équivalent de 1,9 million d'allers simples Francfort-Londres en avion. En 2016, la BEI a décidé d'investir 25 millions d'EUR

Le parc éolien de Langmarken

supplémentaires pour appuyer des projets au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ;

- le **rehaussement indirect** (*soft enhancement*), terme utilisé par la Banque pour les opérations dans lesquelles sa simple présence suffit à rassurer en donnant la preuve que le projet a fait l'objet d'un examen poussé. Ce facteur peut être déterminant pour des investisseurs attirés par une opération, mais ne disposant pas des ressources ou de l'expérience du secteur des infrastructures qui sont celles de la BEI. C'est le cas aujourd'hui pour la première centrale solaire photovoltaïque de taille industrielle au Sénégal. Bouclée en février 2016, l'opération Senenergy constitue le premier investissement du Meridiam Infrastructure Africa Fund, dans lequel la BEI a investi 30 millions d'EUR. La Banque a joué un rôle prépondérant dans l'amélioration du système de gestion environnementale et sociale de ce fonds, ce qui a contribué à attirer des sociétés d'assurance, des fonds de pension et un fonds souverain.

Le Plan d'investissement pour l'Europe joue un rôle dans chacun de ces dispositifs. À ce jour, la BEI a approuvé près de 1 milliard d'EUR d'investissements à l'appui de l'action pour le climat dans des fonds bénéficiant de la garantie budgétaire de l'UE.



Une centrale solaire de Catalyst
dans le désert jordanien

La réglementation intelligente des pouvoirs publics jordaniens aide un fonds novateur dédié aux énergies renouvelables

Lorsque le gazoduc arabe a été perturbé pour la première fois par des explosions en Égypte au cours du Printemps arabe, la Jordanie a dû soudainement recourir à du fioul lourd et à du diesel importés, ce qui s'est soldé par une hausse du coût de l'électricité. Parallèlement, des réfugiés fuyant la Syrie sont entrés en grand nombre sur le territoire jordanien, sollicitant à l'extrême les ressources sociales et économiques du pays.

La réponse de la Jordanie ? Une innovation réglementaire appelée « transit » énergétique. Voici comment cela fonctionne : si vous installez des panneaux solaires sur votre maison, vous pourrez sans doute « injecter » l'énergie que vous produisez dans le réseau pour compenser votre facture énergétique ; même si vous ne pouvez pas placer de panneaux solaires sur votre toit, la loi sur le transit vous permet d'en installer ailleurs, d'alimenter le réseau avec l'électricité ainsi produite et, là encore, de compenser ce que vous consommez. C'est cette idée qui, en 2016, a amené le Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables (Geeref), administré par la BEI, à investir dans le fonds de Catalyst pour l'énergie propre au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CMCF). « La Jordanie est une économie moderne et ouverte », explique Mónica Arévalo, responsable de la gestion des investissements du Geeref. « Ce pays est de plus en plus attrayant pour les investisseurs privés. » Catalyst installera cinq centrales électriques solaires en Jordanie pour l'opérateur français de télécommunications Orange, en collaboration avec Neoen, un promoteur français de projets liés aux énergies renouvelables, alors même que chacune d'elles sera située à des centaines de kilomètres de là où leurs 30 MW seront effectivement utilisés. Catalyst a déjà remporté un deuxième contrat avec un grand groupe hôtelier. « Grâce au transit, il est possible d'utiliser des terrains moins chers et présentant de meilleures conditions, notamment plus d'ensoleillement », explique Ennis Rimawi, directeur général de Catalyst.



Le transport en pole position du développement durable

Lorsque la population des villes croît rapidement, les infrastructures de transport peuvent devenir surchargées et dangereuses, tandis que la pollution atmosphérique s'aggrave. Le métro de Lucknow contrera de tels effets en faisant passer la part de la population de la ville qui utilise les transports publics de 10 à 27 %. Le prêt de 450 millions d'EUR accordé par la BEI pour la construction des 23 premiers kilomètres de la ligne constitue l'opération la plus grande jamais réalisée par la Banque en Inde. La ligne desservira 22 stations et transportera 100 millions de voyageurs par an.

Un acteur MONDIAL

8,4 Mrd

EUR

prêtés à l'extérieur de l'UE

- ▶ Pays de l'élargissement et de l'AELE : **3,35** Mrd EUR
- ▶ Voisins orientaux : **1,65** Mrd EUR
- ▶ Bassin méditerranéen : **1,63** Mrd EUR
- ▶ Afrique, Caraïbes et Pacifique : **0,77** Mrd EUR
- ▶ Asie et Amérique latine : **0,98** Mrd EUR

Des emplois pour construire un continent

Investir en Afrique, c'est créer des emplois grâce auxquels il ne sera plus nécessaire de quitter son pays et sa famille.

Pendant 14 ans, Michel Lo a travaillé loin de chez lui, dans un minuscule village sur le fleuve Sénégal près de Saint-Louis, à la frontière nord du pays. Il ne pouvait se permettre de rentrer chez lui pour voir sa famille plus d'une fois par an.

Toutefois, la situation a changé en 2016, lorsque la Compagnie agricole de Saint-Louis a commencé à irriguer des terres arables près de son village. Elle entend produire 65 000 tonnes de riz chaque année pour répondre à d'importants besoins en matière de sécurité alimentaire au Sénégal. L'entreprise fournira également du travail à des centaines de personnes de la région qui, à défaut, auraient pu être obligées de déménager

à Dakar, la capitale, distante de 320 km, voire d'émigrer en Europe.

Michel Lo, 38 ans, est employé comme contremaître sur le nouveau projet, où il creuse des tranchées d'irrigation pour les rizières. « Maintenant, je peux rentrer chez moi tous les jours et être avec ma famille », explique-t-il. « Grâce à cette entreprise, je vis avec ma famille. »

Sur l'ensemble du continent, environ 15 millions d'Africains ont quitté leur foyer pour trouver du travail loin de chez eux, jusqu'en Europe, dans le Golfe ou sur le continent américain. La BEI contribue au financement de projets destinés à aider les personnes qui migrent en

“ On peut injecter toute l'aide possible mais, en fin de compte, il est nécessaire d'accroître les revenus disponibles des travailleurs dans nos pays.

Patrice Backer, AFIG, Sénégal

Des travailleurs dans
l'exploitation rizicole voisine de
Saint-Louis au Sénégal

Europe, mais la banque de l'UE finance aussi des entreprises en Afrique, ce qui permet de créer des emplois qui maintiennent les Africains chez eux, entourés de leurs proches. Les projets comme celui de l'exploitation rizicole de Saint-Louis, qui a bénéficié d'un prêt de la BEI de 15,7 millions d'EUR, contribuent à l'avenir de l'Afrique en créant des entreprises privées viables.

Le développement repose sur des investissements, pas uniquement sur des aides

« En Afrique, le développement est généralement considéré à travers le prisme de l'aide, une notion selon laquelle les pays d'Afrique, pour améliorer leur situation, ont effectivement besoin de cette injection de capitaux de la part d'États et d'ONG pour la plupart étrangers », explique Patrice Backer, un gestionnaire de fonds né au Congo qui travaille au Sénégal. « Nous considérons le capital-investissement comme un autre pilier du développement, absolument essentiel. On peut injecter toute l'aide possible mais, en fin de compte, il est nécessaire d'accroître les revenus disponibles des travailleurs dans nos pays. »

Patrice Backer est directeur opérationnel chez Advanced Finance & Investment Group, qui est à l'origine d'une intervention de la BEI de 15,6 millions d'EUR en 2008. Les investissements de l'entreprise se sont révélés suffisamment performants pour que la BEI signe un nouvel accord de prêt pour 18 millions d'EUR avec AFIG en juillet 2016. Senbus Industries figure parmi les entreprises africaines dans lesquelles AFIG a investi. Fondée en 2001, Senbus entendait créer une industrie automobile au Sénégal. AFIG lui a consenti un prêt de 3,4 millions d'EUR.

Pape Mbodji a 35 ans. Un casque de protection bleu sur la tête et vêtu d'un bleu de travail, il dirige une équipe de 20 personnes sur la chaîne d'assemblage de Senbus. Pape Mbodji gagne sa vie dans la ville qui l'a vu naître. Il tire également une certaine satisfaction du rôle qu'il joue dans l'avenir économique du Sénégal.

« J'adore mon métier », dit-il. « J'ai la possibilité de travailler au Sénégal avec la meilleure entreprise dans le domaine de l'assemblage d'autobus. J'y prends beaucoup de plaisir. Je contribue aussi beaucoup au développement de mon pays. »

Pape Mbodji, contremaître à l'usine de Senbus au Sénégal

La migration n'est pas une fatalité

Dans la province kenyane de la vallée du Rift, les ouvriers des plantations de Migotiyo cultivent et transforment le sisal, une plante dont on extrait des fibres pour fabriquer des tapis et des revêtements de toiture. Dans les champs, les hommes et les femmes binent les longues rangées de sisal sous un soleil brûlant pour éliminer les mauvaises herbes entre les plantes hérissées qui leur arrivent à hauteur des genoux. C'est un travail éreintant, mais qui permet d'éviter les incertitudes et les dangers de la migration.

L'exploitation a bénéficié de l'appui de la BEI via un prêt de 2,3 millions d'EUR intermédié par la banque locale NIC. Elle produit 100 tonnes de fibres par mois qui sont exportées vers les pays arabes et le Nigeria. « Chaque tonne génère 2 000 USD de bénéfices », déclare Peter Gashoka, le gérant de la plantation, âgé de 34 ans. « C'est un projet plutôt rentable. »

Malgré les conditions difficiles, Samuel Gruto est heureux d'avoir ce travail. « Si cette exploitation n'existait pas », explique le jeune homme originaire d'un village voisin, « j'irais ailleurs, par exemple à Nairobi ou à l'étranger. J'irais en Europe. »

Le docteur Sharon Ogimda examine le bébé à naître de Rose Kagali

Une promesse tenue

Kibuga Karithi tient la promesse qu'il avait faite à sa femme mourante : faciliter l'accès aux soins de santé dans une région du Kenya.

L'épouse de Kibuga Karithi est décédée d'un cancer il y a trois ans parce que sa maladie a été diagnostiquée trop tard. Il lui a promis de contribuer à améliorer les installations médicales au Kenya pour que d'autres patients comme elle ne soient plus obligés de faire des économies pour aller se faire soigner en Inde. M. Karithi a étudié comment s'y prenaient les hôpitaux indiens pour prodiguer des soins de santé de qualité à des patients aux revenus relativement modestes, pour un quart du coût des mêmes traitements au Kenya. Fort de ses observations, c'est ce modèle qu'il tente de reproduire au Kenya en qualité de directeur général d'un hôpital nouvellement rénové et agrandi à Kaimosi, dans l'ouest du pays. Cet établissement comble le fossé entre les hôpitaux publics sous-financés et les cliniques de Nairobi si onéreuses que seuls les Kényans les plus riches peuvent s'y faire soigner.

L'hôpital d'origine a ouvert il y a 110 ans. Il desservait l'ouest du Kenya et une partie de l'Ouganda et de la Tanzanie. Il est devenu public en 1967. « Lorsque le Conseil national des Églises l'a repris il y a deux ans, les installations étaient dans un triste état », explique M. Karithi.

Pour toute blessure ou maladie graves, les patients de la région devaient se rendre à Nairobi, à 340 km de là. « Grâce à la modernisation de ses services, l'hôpital sera en mesure de traiter presque tous les cas, sans devoir diriger les patients vers des établissements lointains », déclare le docteur Sharon Ogimda, l'un des membres du corps médical de l'hôpital Jumuia. « C'est une bonne initiative qui aidera beaucoup de gens dans la région. »

Dès le jour de son ouverture en octobre, l'hôpital a accueilli de nouveaux patients. Rose Kagali est venue d'un petit village parce qu'elle souffrait de contractions précoces. Le docteur Ogimda a constaté que Rose n'était pas en train d'accoucher et l'a aidée à se reposer dans l'unité médicale ambulatoire. « C'est le meilleur hôpital qu'on puisse maintenant trouver près de chez nous », déclare Rose. « Les gens en sont très satisfaits. »

Les taux appliqués dans les banques commerciales kényanes étant instables, M. Karithi a souhaité obtenir un financement de la BEI par l'intermédiaire d'une banque de développement régionale établie à Nairobi. Le prêt de la BEI était en outre assorti d'une plus longue durée que ceux proposés par les banques locales. « Le financement de la BEI était extrêmement souple », explique-t-il. « Et plus important encore, une fois qu'ils ont compris ce que nous tentions de réaliser, ils nous ont soutenus. »

MICROFINANCE

Les mécanismes de microfinance de la BEI et ses services d'assistance technique ont permis de mettre

300 millions EUR

▶ à la disposition de plus de **1,5** million de bénéficiaires.

Avec l'appui de la Commission européenne et des États membres de l'UE, la Banque a lancé des mécanismes spécialisés dans toute l'Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique, ainsi que dans les pays du voisinage méridional de l'UE. En 2016, le Conseil d'administration de la Banque a approuvé trois nouveaux mécanismes :

- ▶ Mécanisme de financement pour les petits exploitants des pays ACP : **60** Mio EUR
- ▶ Mécanisme de microfinance pour l'Afrique de l'Ouest : **50** Mio EUR
- ▶ Mécanisme de microfinance pour les pays voisins du Sud : **75** Mio EUR

Phyllis Muthoni
dans sa boutique de Nairobi

« Je suis très heureuse, vraiment très heureuse »

Les microcrédits donnent des moyens d'action aux petites entreprises africaines et changent des vies.

Une rue étroite du centre de Nairobi bondée de chalands, de camions de livraison et d'étals de nourriture. À l'intérieur des boutiques du marché couvert s'empilent, du sol au plafond, toutes sortes de sprays, de tubes, de pots, de boîtes, de vêtements et autres marchandises de toutes les couleurs. Dans sa petite échoppe de produits cosmétiques, Phyllis Muthoni attrape, sur les hautes étagères, des gels pour les cheveux et des crèmes pour la peau et répond aux questions d'une cliente soucieuse de son apparence. Il y a tant qu'on pourrait croire que tout est disponible en abondance.

Ce n'est pas le cas. Il est difficile de trouver des financements au Kenya. Phyllis a eu de la chance. Elle s'est adressée à Faulu Microfinance Bank qui lui a accordé un prêt d'un peu plus de 10 000 EUR pour financer l'installation de sa boutique, Jophy Cosmetics. « Depuis que nous avons obtenu ce prêt, la situation s'est grandement améliorée », explique-t-elle. « Cela a réellement fait progresser nos bénéficiaires. Nos recettes ont augmenté. Nous réalisons des gains honorables. »

Faulu est l'une des institutions locales de microfinance qui bénéficient du soutien de la BEI. Les investissements de la banque de l'UE dans la microfinance africaine ont des répercussions considérables sur la vie des gens comme Phyllis. Rien qu'en Afrique de l'Est, la BEI collabore avec 11 institutions de microfinance au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda, qui ont accordé des prêts pour un montant de 125 millions d'EUR à 278 270 bénéficiaires finals, dont 42 % de femmes et 29 %

de jeunes. Ces prêts, d'un montant moyen de 5 276 EUR, ont contribué au maintien ou à la création de plus de 874 000 emplois.

« Je suis très heureuse, vraiment très heureuse, quand je vois que l'activité économique se maintient », déclare Phyllis, 30 ans, qui emploie deux personnes. « Sans ce prêt, ma situation serait difficile. Si je n'avais pas reçu le prêt de Faulu, je ne serais pas là où je suis maintenant. »

Dans toute l'Afrique, les mécanismes de microfinance de la BEI représentent un total de 270 millions d'EUR qui bénéficient à près de 1,5 million de personnes comme Phyllis. Ces mécanismes ont tellement de succès que la BEI a lancé un nouveau dispositif doté de 60 millions d'EUR pour les petits exploitants agricoles. Ils comprennent aussi une composante d'assistance technique. Celle-ci vise à appuyer les intermédiaires qui souhaitent améliorer leurs méthodologies de crédit et étendre leur champ d'action et permet parfois de soutenir les bénéficiaires finals.

« Cela aide vraiment l'Afrique, surtout les jeunes qui ont besoin de financements », déclare Phyllis. « Nous avons connu des moments très difficiles. »

Il n'y a plus beaucoup d'espace disponible entre les étals encombrés qui entourent Jophy Cosmetics. Phyllis souhaite toute de même étendre ses activités quoi qu'il en soit. « J'espère que l'équipe de Faulu m'aidera à aller de l'avant », dit-elle, « parce que je sais que je vais réussir. Avec eux, je réussirai. »

L'origine des fonds

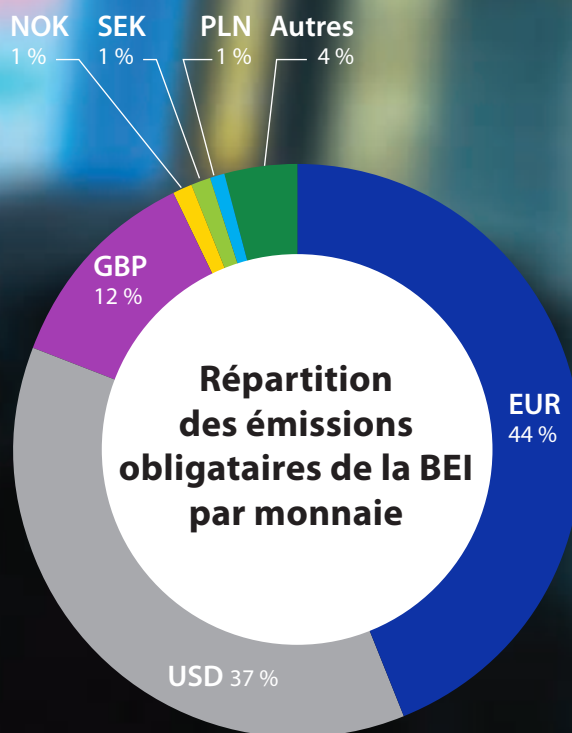
La BEI, plus grand emprunteur et prêteur multilatéral au monde, a levé 66,4 milliards d'EUR sur les marchés internationaux des capitaux en 2016, y compris le préfinancement pour 2017 (contre 62,4 milliards d'EUR en 2015). Sur ce total, 3,8 milliards d'EUR se composaient d'obligations vertes ou obligations climatiquement responsables (OCR). Les émissions de la BEI touchent des investisseurs qui n'investiraient généralement pas en Europe, mais qui contribuent indirectement à des projets européens en investissant dans les obligations de la Banque.

La BEI est un acteur financier mondial. En 2016, la Banque a émis des obligations dans 16 monnaies, la majorité des fonds ayant été levés dans les grandes monnaies que sont l'EUR, l'USD et la GBP. La diversité des sources et des

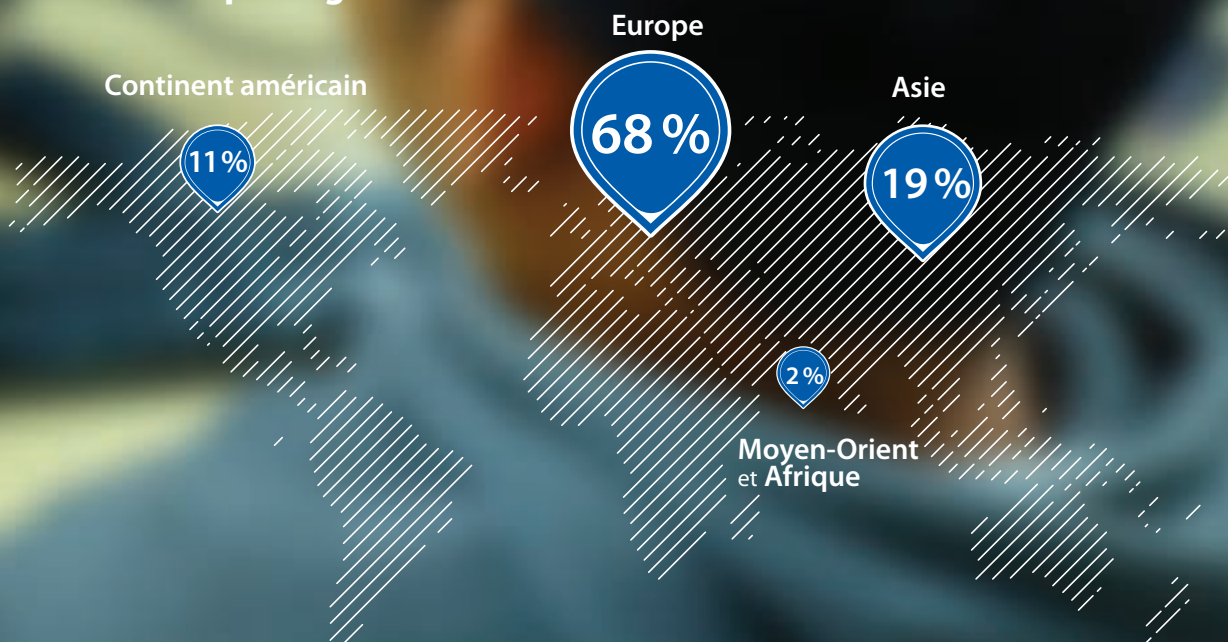
durées confère de la souplesse à la stratégie de la Banque en matière de collecte de ressources. Le recours à de multiples monnaies permet également à la BEI de procéder à des décaissements dans certaines monnaies locales.

Faits marquants de la collecte de ressources en 2016

- ▶ Quatre nouvelles émissions de référence sur les segments à 3, 7, 10 et 16 ans pour un total de 17 milliards d'EUR et une nouvelle OCR en EUR à 21 ans, l'échéance la plus longue jamais proposée sur le segment des emprunts verts de référence en EUR.
- ▶ KPMG a établi un rapport indépendant d'assurance raisonnable sur les obligations vertes de la BEI, qui confirme la position de chef de file de la Banque dans l'établissement des meilleures pratiques en vigueur sur le marché.
- ▶ La Banque a émis des obligations en USD ciblant des investisseurs particuliers italiens, auxquelles on estime que plus de 30 000 personnes ont participé, et une nouvelle OCR pour un montant de 1,5 milliard d'USD.
- ▶ La BEI a émis ses premiers emprunts de référence en PLN à double cotation ciblant la base locale d'investisseurs et s'est hissée au premier rang des émetteurs non étatiques d'obligations libellées en PLN.



Répartition des émissions obligatoires de la BEI par région d'investissement





Gouvernance

La BEI est à la fois un organe de l'UE, responsable devant les États membres, et une banque qui se conforme aux meilleures pratiques bancaires applicables en matière de prise de décision, de gestion et de contrôle.

Le **Conseil des gouverneurs** se compose des ministres désignés par chacun des 28 États membres, généralement les ministres des finances. Les gouverneurs définissent les orientations de la politique de crédit de la Banque et approuvent, une fois par an, les comptes annuels. Ils décident des augmentations de capital et de la participation de la BEI à des opérations de financement à l'extérieur de l'UE. Par ailleurs, ils nomment les membres du Conseil d'administration, du Comité de direction et du Comité de vérification.

Le **Conseil d'administration** prend les décisions relatives aux prêts, aux programmes d'emprunt et aux autres questions de financement. Il se réunit dix fois par an pour veiller à la bonne administration de la Banque dans le respect des traités de l'UE, des statuts propres de la BEI et des orientations générales fixées par le Conseil des gouverneurs. Il se compose de 29 administrateurs, à raison d'un administrateur désigné, respectivement, par chacun des États membres et un par la Commission européenne. Il compte également 19 administrateurs suppléants. Afin d'élargir les compétences professionnelles disponibles au sein du Conseil d'administration, ce dernier peut coopter six experts qui siègent à titre consultatif, sans droit de vote. Sauf disposition contraire stipulée dans les statuts, les décisions sont prises à une majorité représentant au moins 50 % du capital souscrit par les États membres et au moins un tiers des membres ayant droit de vote. Le Conseil d'administration est présidé par le président de la Banque, sans droit de vote.

Le **Comité de direction** est l'organe décisionnel résident de la Banque. Il assure la gestion des affaires courantes de la BEI et prépare les décisions du Conseil d'administration, dont il assure ensuite l'exécution. Il se réunit une fois par semaine. Le Comité de direction travaille sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration. Ses huit autres membres sont les vice-présidents de la BEI. Ses membres sont nommés pour un mandat renouvelable de six ans au maximum et ne sont responsables que devant la Banque. Les quatre plus grands actionnaires de la BEI, à savoir l'Allemagne, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, siègent en permanence au Comité de direction.

En outre, la Banque est dotée d'un **Comité de vérification** indépendant, directement responsable devant le Conseil des gouverneurs. Il est chargé d'auditer les comptes de la BEI et de vérifier que ses activités sont conformes aux meilleures pratiques bancaires. Les déclarations du Comité de vérification sont communiquées au Conseil des gouverneurs en même temps que le rapport annuel du Conseil d'administration. Le Comité de vérification est composé de six membres nommés pour un mandat non renouvelable de six exercices consécutifs.

La BEI remercie les promoteurs et fournisseurs suivants pour les prises de vues illustrant ce rapport :

© EIB Photolibrary, © Shutterstock, © Angelita Rebollo, © David Blumenfeld, © Heliatek, © Creta Farms, © AW-Energy, © Panama Canal Authority, © Agence Belga/Reuters, © Daniel Larsson, © Lucknow Metro Rail Corporation 2016.

L'autorisation de reproduire ou d'utiliser ces prises de vues doit être sollicitée directement auprès du détenteur des droits d'auteur.

Imprimé par l'Imprimerie centrale sur papier MagnoSatin, avec des encres à base d'huiles végétales. Le papier utilisé, certifié conformément aux règles du Forest Stewardship Council (FSC), est composé à 100 % de fibres vierges (dont au moins 50 % issues de bois provenant de forêts bien gérées).



Le **Groupe BEI** est constitué
de la Banque européenne d'investissement
et du Fonds européen d'investissement.

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

☎ +352 4379-1

✉ +352 437704

www.bei.org – info@bei.org

Fonds européen d'investissement

37B, avenue J.F. Kennedy

L-2968 Luxembourg

☎ +352 2485-1

✉ +352 2485-81200

www.eif.org – info@eif.org

Rapport **d'activité** 2016

twitter.com/EIB

facebook.com/EuropeanInvestmentBank

youtube.com/EIBtheEUBank